

Libération

PESTICIDES, MEGABASSINES, ELEVAGES GÉANTS **LA MACRONIE PLOMBÉE L'ÉCOLOGIE**

Pour favoriser l'adoption d'une proposition de loi réclamée par la FNSEA, le camp présidentiel et LR s'apprêtent à empêcher les débats à l'Assemblée nationale.

PAGES 2-5

En Vendée, en 2016. PHOTO SEBASTIEN CHAMPION/NATURIMAGES



UKRAINE
**Jour d'espoir
et nuits de terreur**

PAGES 6-9

THOMAS PETER/REUTERS



CANNES
**Jafar
Panahi,
la palme
du courage**

PAGES 22-23



EDITORIAL

Par
DOV ALFON

Aberrations

Vous reprendrez bien un peu de pesticides dans votre assiette? L'Assemblée nationale examinera ce lundi une proposition de loi visant à rétablir l'utilisation de l'acétamipride, insecticide toxique pour les humains et les abeilles, ajouté

tant pour bonne mesure – car l'appétit vient en mangeant – des articles favorisant la construction d'élevages géants, le recours aux mégabassines et d'autres aberrations. L'auteur du texte est le sénateur (LR) de Haute-Loire Laurent Duplomb, qui explique à *Libé* que contrairement à d'autres, lui ne fait «*pas de politique*». Ce qui est vrai, puisqu'il fait surtout du lobbying pour l'industrie agroalimentaire comme fer de lance de la FNSEA au Parlement, seul recours aux yeux de nombreux agriculteurs menacés par une transition bien mal préparée. Est-ce que les intérêts financiers des multinatio-

nales opaques du lait, des grands céréaliers et autres multimillionnaires du secteur doivent l'emporter sur la santé des Français et leur avenir? Pas moins de 3 500 amendements ont été déposés contre cette proposition de loi, dont 1 500 par les seuls députés écologistes, pour qui ce texte est un recul inacceptable en termes de défense de la biodiversité et de promotion d'une agriculture plus durable. Les députés favorables au texte essaient donc de lancer une motion de rejet pour contourner ces gardes-fous démocratiques, tuant à la fois le débat et les abeilles. La responsabilité de

ce recul incombe en grande partie à la Commission européenne, qui a reculé sur son Pacte vert bien avant la macronie, prétextant la crainte d'une victoire de l'extrême droite dans les différents scrutins nationaux en Europe pour détricoter son texte. L'agripouillisme, selon le terme consacré, a été stoppé dans pratiquement toutes ces élections depuis; mais si ce texte était adopté aujourd'hui, la capitulation de la France dans la bataille pour la défense de l'environnement et des consommateurs risquerait de résonner partout bien plus longtemps. ♦

AGRICULTURE INTENSIVE

Au Parlement, la FNSEA fait sa loi

Calquée sur les demandes du premier syndicat agricole, la proposition de loi du sénateur LR Laurent Duplomb qui remettrait en cause plusieurs avancées environnementales arrive à l'Assemblée ce lundi. La coalition gouvernementale semble prête à tout pour empêcher les débats.

Par
LAURE EQUY
et **PAULINE MOULLOT**

C a chauffe dans tous les sens. Dans leur boîte mail et devant leur permanence. Les députés, qui doivent commencer, ce lundi, l'examen de la proposition de loi du sénateur LR Laurent Duplomb «visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur», sont sous pression. Les ONG, qui alertent sur un recul environnemental sans précédent, inondent leurs messageries. Une plateforme, créée par l'association Générations futures, dénombrerait dimanche plus de 130 000 interpellations d'élus et de responsables politiques.

De l'autre côté, des fédérations locales de la FNSEA, qui multiplient les échanges – parfois musclés – avec les députés pour les inciter à voter en faveur de la proposition de loi, s'en sont pris à plusieurs locaux de parlementaires,

à coup de permanences bâchées et de fumier déversé. Le Comité régional d'action viticole, familier des actions violentes, s'est quant à lui fendu, le 16 mai, d'un tag «*Loi Duplomb, sinon boum!*» sur la permanence de l'élu LFI de l'Hérault Sylvain Carrière, qui a annoncé porter plainte. La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a «condamné fermement» ces «tentatives d'intimidations». La FNSEA brandit pourtant la menace de rassirer les tracteurs dès ce lundi et organisera un rassemblement devant le Palais-Bourbon.

HARA-KIRI

Hors les murs, c'est la bataille rangée. Dans l'hémicycle, l'avalanche: 3 500 amendements ont été déposés, dont 1 549 par les écologistes et 838 par LFI. Dénonçant une obstruction, les députés favorables au texte ont déniché une combine dans la procédure parlementaire: la motion de rejet préalable. Celle-ci a été déposée par le rapporteur LR Julien Dive,

et cosignée par les patrons de groupe Gabriel Attal (Renaissance), Marc Fesneau (Modem), Paul Christophe (Horizons) et Laurent Wauquiez (LR), et le Rassemblement national n'exclut pas de la voter. Si la motion est adoptée ce lundi, le texte pourrait filer directement en commission mixte paritaire où sept députés et sept sénateurs seraient chargés de s'accorder. Un hara-kiri pour... sauver la proposition de loi. Au sein de Renaissance, on fait porter le chapeau à la gauche et on assume: «*On envoie aux agriculteurs le message qu'on veut faire passer le texte coûte que coûte.*» Mais un député macroniste, consterné, pointe, outre la «faute morale», le risque d'un tel stratagème: puisque la négociation se ferait sur la base du texte voté par les sénateurs, «*ils vont nous dire que c'est leur version maximaliste ou rien et nous l'imposer, on est cuits...*» Adopté fin janvier au Sénat, la proposition de loi torpille toute norme jugée trop contraignante. L'article 2 horrifie particulièrement



Lors de la «marche printemps bruyant»

les ONG en remettant en cause les prérogatives de l'Anses, l'agence chargée d'évaluer et d'autoriser les pesticides, et surtout en réintroduisant par dérogation l'acétamipride, insecticide de la famille des néonicotinoïdes dits «tueurs d'abeille» (*lire ci-contre*). Celui-ci étant autorisé au niveau européen jusqu'en 2033, il s'agit, pour les partisans de son retour, de répondre à une distorsion de concurrence. «*La France, qui était un peu en avance sur le plan européen, est en train de se défilter. C'est une catastrophe*», déplore la présidente insoumise de la commission des Affaires économiques, Aurélie Trouvé.

«À CONTRE-COURANT»

Le texte favorise aussi la construction d'élevages géants, facilite le recours aux mégabassines qui seraient déclarées «d'intérêt général majeur» et met en danger certaines zones humides. Mathieu Courgeau, éleveur laitier du collectif Nourrir (qui représente une cinquantaine d'organisations paysannes et citoyennes) y voit un texte «à contre-courant de l'histoire, des réalités scientifiques et des attentes de la société». «*Tous les articles de la loi sont bons car ils s'attaquent à des surtranspositions*», rétorque le secrétaire général de la FNSEA, Hervé Lapie. «*Ce n'est pas un monde agricole uniifié qui se mobilise*», nuance Stéphane Galais, porte-parole de la Confédération paysanne (troisième syndicat agricole, partisan de l'agroécologie) qui

Suite page 4



organisée à Paris par des organisations écologistes, le 5 avril. PHOTO ODILE GINE, HANS LUCAS

L'inquiétant retour d'un pesticide «bel et bien nocif»

Insecticide «inoffensif» pour les défenseurs de la loi Duplomb qui veulent obtenir sa réhomologation, l'acétamipride, interdit en France depuis 2018, pourrait être dangereux pour la santé humaine.

Celles et ceux qui souhaitent son retour le qualifient d'inoffensif. Selon les défenseurs de la proposition de loi Duplomb, examinée cette semaine à l'Assemblée, aucune contre-indication n'empêche la réapparition de l'acétamipride, un néonicotinoïde interdit en France depuis 2018 comme toutes les autres substances de cette famille de pesticides. La preuve, selon eux : le produit est encore autorisé au niveau européen. Et tant pis si en 2023, lors d'une audition au Sénat, Christian Huyghe, à l'époque directeur scientifique de l'Inrae, a déclaré que c'était «en quelque sorte le chlordécone de l'Hexagone». Les filières qui réclament la réintroduction de l'acétamipride n'hésitent pas à parler de «déferlement de fake news des lobbys écologistes» et d'une interdiction prise «par la main du politique, non par la science». Le sénateur Laurent Duplomb (Les Républicains) répète à l'envi qu'il ne présente qu'un «faible taux de toxicité».

Certes, la substance s'avère moins agressive que les pires néonicotinoïdes pour les insectes – abeilles comprises – mais elle n'en reste pas moins très毒ique. Son objectif est d'attaquer le cœur du système nerveux central des nuisibles. De cette manière, elle perturbe leur croissance, leur reproduction, leurs sens de l'orientation mais surtout, entraîne une hyperexcitation neuronale qui conduit à une paralysie, puis à la mort. Sauf qu'elle n'épargne rien dans la nature. Pas même les autres invertébrés. Pas même les vertébrés. Pas même... les humains.

«Aberration»

L'acétamipride persiste dans l'environnement, dans les poussières et le pollen, la nourriture ou l'eau. Une fois inhalée ou ingérée, la molécule est en partie éliminée par l'urine, mais une portion est dispatchée dans l'organisme. Et que dit la science à ce sujet ? Que les preuves de ses effets néfastes pour la santé s'accumulent. «Ce produit n'est peut-être pas le plus mortel des néonicotinoïdes pour les abeilles, mais c'est probablement le plus dangereux pour les humains», affirme le toxicologue Jean-Marc Bonmatin, chercheur au CNRS. Les études

indépendantes sur le sujet sont récentes mais il est bel et bien nocif. C'est une aberration scientifique de clamer le contraire.»

Dans une recension publiée en 2023 par la revue *Toxics*, la biologiste Lucia Zuscikova a formulé une alerte claire après avoir épousé toutes les études : l'acétamipride suscite une «inquiétude croissante quant à sa possible génotoxicité, reprotoxicité et neurotoxicité [...] chez les êtres humains». Par exemple, des recherches suggèrent que l'exposition à ce néonicotinoïde pourrait contribuer à l'augmentation des cas de diabète de type 2 et être un facteur de risque pour les maladies rénales chroniques. Il est souvent détecté chez les patients présentant des symptômes de perte de mémoire récente. Du côté des enfants aussi, l'acétamipride suscite des craintes. En 2022, une équipe suisse a retrouvé plusieurs néonicotinoïdes dans le plasma, l'urine et le liquide céphalo-rachidien de quatorze patients âgés de 3 à 18 ans, tous atteints d'une leucémie ou d'un cancer du système lymphatique. 93% des échantillons contenaient le principal composé de dégradation de

l'acétamipride. En 2019 déjà, ce même métabolite avait été retrouvé dans l'urine de nouveau-nés par des chercheurs japonais, mettant en évidence des risques pour le développement prénatal.

Pour écarter tout débat, les défenseurs de la proposition de loi Duplomb invoquent l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) et l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa), chargées de l'évaluation et de la réglementation des pesticides. «Ni l'Anses ni l'Efsa, n'ont conclu à des contre-indications à l'emploi d'insecticides à base d'acétamipride, vis-à-vis des abeilles, d'autres organismes vivants ou des êtres humains», plaident une douzaine de filières agricoles.

Seuils revus à la baisse

Interrogée par Libé, l'Anses indique qu'elle n'a logiquement pas eu «l'occasion de traiter un dossier de demande d'autorisation de mise sur le marché» d'un produit à base d'acétamipride depuis sept ans et ne «dispose donc pas de données récentes d'évaluations qu'elle aurait menées pour de tels produits».

Dans un courrier daté de novembre, le directeur de l'agence, Benoît Vallet, faisait savoir aux filières agricoles que «dans le cas où la législation française serait modifiée pour lever l'interdiction actuelle», les produits à base d'acétamipride «devraient alors être évalués préalablement» pour obtenir une mise sur le marché. «Ceux qui veulent sortir l'acétamipride de l'arsenal prohibé des néonicotinoïdes reviennent à demander à réautoriser l'usage des revolvers alors même qu'on continuerait d'interdire les fusils et les pistolets», se désole Jean-Marc Bonmatin.

Au niveau européen, l'acétamipride doit faire l'objet d'un réexamen d'ici à 2033. Mais les seuils autorisés par Bruxelles ont été revus à la baisse en septembre, après une mise en garde de l'Efsa qui préconisait de diviser par cinq la «dose journalière acceptable» du pesticide. Dans cette évaluation, l'agence expliquait que les «préoccupations pour la santé» sont «légitimes», notamment en termes de «neurotoxicité développementale». Sur les recommandations de l'Efsa, la Commission européenne a demandé des recherches additionnelles pour fournir des données plus solides avant toute décision réglementaire future.

«L'Europe a toujours fonctionné ainsi, elle exige une démonstration complète et incontestable de la nocivité d'une substance avant d'envisager son interdiction. Une exigence difficilement réalisable compte tenu du peu de données indépendantes disponibles», contextualise Isabella Annesi-Maesano, professeure d'épidémiologie environnementale et directrice de recherche à l'Inserm. C'est très dommageable car le principe de précaution doit primer. La France, elle, l'a appliquée et doit en être fière car les signaux d'alerte sont là. Si on réintroduit l'acétamipride, on ne pourra que le regretter.»

ANAÏS MORAN

Suite de la page 2 dénonce «une loi faite pour les intérêts de quelques-uns». Les pro et anti-Duplomb, front contre front. «La victoire [de l'exécutif], c'est qu'il nous sommes d'être dans le camp du bien, celui de la production, ou dans le camp du mal, qui serait la décroissance. Ne tombons pas dans ce piège», enjoint le député socialiste Dominique Potier, agacé par l'attitude du gouvernement qui a laissé le champ libre au sénateur de Haute-Loire. «On ne peut pas sous-traiter à Duplomb et à son attitude incendiaire les grandes réformes attendues pour l'agriculture», poursuit-il.

«BOUT DE VIANDE»

Lorsqu'on rencontre Laurent Duplomb, le 20 mai au Palais du Luxembourg, celui qui les met tous en émoi savoure. «Je ne me suis pas demandé ce qu'on allait dire de moi. Contrairement à d'autres, je ne fais pas de politique!» Qu'on le traite de «trumpiste» ou de «climat-rassuriste» ne lui fait ni chaud ni froid. Verbe cash, volontiers provocateur, ce proche de Laurent Wauquiez relativise les dégâts du changement climatique qui «a une répercussion différente selon les territoires». «Chez moi, c'est plus favorable», dit-il. Au volant de son tracteur tous les matins à 6 heures, l'éleveur laitier, ex-président FDSEA de la chambre d'agriculture de Haute-Loire, se vante de «parler avec ses tripes d'un métier [qu'il] connaît». Ministre de l'Agriculture bis? Il minaudé: «Je ne suis qu'un petit sénateur.» Homme lige de la FNSEA? Il se fait mousser: «Lobbyiste de la FNSEA, ça ne veut rien dire. C'est plutôt la FNSEA qui est lobbyiste de Duplomb!»

Son texte reprend en tout cas fidèlement les revendications listées par le syndicat durant la crise agricole de l'hiver 2023-2024. La loi de transition agricole, présentée par le gouvernement au printemps 2024, donnait un cadre général. Duplomb, lui, met les pieds dans les sujets qui fâchent. «Les agriculteurs fondent de grands espoirs de voir enfin ces attentes concrétisées», biche, fin novembre, la FNSEA. Al'au-



La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, dans le Tarn en novembre. PHOTO PAT BATARD. HANS LUCAS

tomme, le sénateur fait un malheur pour inscrire sa proposition de loi à l'agenda. Reçu, fin janvier, par le directeur de cabinet de Bayrou, il demande au gouvernement d'engager la «procédure accélérée» pour limiter le débat à une lecture dans chaque chambre. «Envoyer une proposition de loi à l'Assemblée, c'est jeter un bout de viande aux crocodiles», craint-il. Matignon tique sur le retour de l'acétamipride

que Duplomb voulait, au départ, sans limite. Prêt à une concession, celui-ci les convainc qu'une réintroduction à titre dérogatoire «passerait la barre du Conseil constitutionnel». Pour le gouvernement Bayrou, le texte tombe alors à pic. Le budget pour 2025 coulé avec la censure, les aides aux agriculteurs sont en rade. A l'approche des élections des chambres d'agriculture et du Salon en février, la colère

risque de remonter. Alors que tout est grippé à l'Assemblée, la droite sénatoriale, lancée dans une offensive anti-écologique et comptant plusieurs ministres LR – dont celle de l'Agriculture, Annie Genevard – a un boulevard. La proposition de loi votée au Sénat, la FNSEA ne désarme pas. Au Salon de l'agriculture, son patron, Arnaud Rousseau, en touche un mot à tous les responsables politi-

Les noisettes, coque secrète des pro-néonicotinoïdes

En difficulté, la filière sert de porte-étendard aux partisans de la réintroduction de pesticides dangereux pour la biodiversité.

Certains la décrivent comme un cheval de Troie. D'autres comme la preuve implacable de la nécessité de réintroduire l'acétamipride, un insecticide toxique pour la biodiversité et la santé humaine et dont l'usage est interdit en France depuis 2018 (lire page 3). Aujourd'hui, la noisette est au centre des discussions portant sur la proposition de loi (PPL) Duplomb, examinée à partir de ce lundi à l'Assemblée. Le rapport législatif accompagnant ce texte «visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur» avait

délibérément présenté, en décembre, le fruit à coque comme «l'exemple le plus emblématique et le plus dramatique» pour justifier le projet de réautorisation du pesticide, déjà utilisé de manière dérogatoire par le secteur jusqu'en 2020.

«La situation d'impasse technique dans laquelle l'interdiction des néonicotinoïdes a placé les producteurs a conduit depuis 2019 à une baisse drastique de la production de noisettes conformes aux standards du marché, est-il écrit dans le document. La question de la survie de la filière est posée, si l'interdiction de l'acétamipride demeure.»

«Chute libre». Avec ses 8000 hectares et ses 300 exploitants, établis pour la plupart en Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, la culture de la noisette fait figure de Petit Poucet dans l'agriculture française. Elle couvre 10 %

environ de la consommation nationale. Et ces dernières années, elle a en effet connu une baisse importante de productivité – à l'exception d'une récolte très favorable

en 2023. Selon le ministère de l'Agriculture, le rendement des vergers était de 22000 kg de noisettes par hectare en 2019, puis de 16000 kg en 2021, et les données provi-

soires annoncent 10000 kg par hectare en 2024. Mais au-delà des volumes, c'est la dégradation de la qualité des fruits qui est brandie, principalement par la coopérative Unicoque (représentant 90% des producteurs). Cette dernière évoque une «chute libre» de la part consommable des récoltes : d'après ses estimations, non confirmées par le ministère, seules 8% des noisettes ramassées auraient été à jeter en 2019,

contre 73% en 2024. Pour le sénateur LR Laurent Duplomb, comme pour Unicoque, la situation fragilisée du secteur s'explique par l'incapacité des agriculteurs à combattre efficacement les insectes ravageurs.

Diabolique. La noisette doit composer depuis longtemps avec le balanin, espèce de charançon et ennemi bien connu. Mais une menace plus récente est venue s'ajouter : la punaise diabolique. Elle s'attaque aux fruits encore verts, les pique et leur confère un goût amer. Un «fléau» selon les mots de la coopérative, qui affirme que la filière en est «à la merci» en raison de «l'interdiction d'utilisation du néonicotinoïde acétamipride par la France». Produit utilisé chez les producteurs italiens et turcs, qui exportent leurs récoltes en France et créent une «distorsion de concurrence», s'indignent les acteurs de la filière.

«Les défenseurs de la PPL aiment parler des noisettes car c'est mignon, bien plus vendeur que de reparler des betteviers qui avaient beaucoup fait parler d'eux au moment de l'interdiction des



La culture de la noisette connaît une forte baisse de productivité. PHOTO AFP

ques qu'il croise. En marge d'un échange avec Gabriel Attal, il met en garde : «Avec ce texte, on a un rendez-vous majeur. On surveillera son vote et celui de son groupe. A lui de faire ce travail de conviction.» Auprès du gouvernement, Rousseau s'impatiente, poussant pour un examen rapide à l'Assemblée.

«ENFANTS GÂTÉS»

Le premier passage en commission, début mai, douche la FNSEA. Les députés de la commission du développement durable suppriment l'article dérégulant le stockage d'eau et votent même un moratoire sur les mégabassines. Saisis pour un simple avis sur la réintroduction de l'acétamipride, ils se prononcent contre. «*Trahison*», s'étranglent la FNSEA et ses alliés des Jeunes Agriculteurs (JA). «Il y a dix-huit mois, tout le monde nous soutenait et aujourd'hui c'est remis en question, tance Quentin Le Guilloux, secrétaire général des JA. On n'est pas en train de faire les enfants gâtés, on ne fait que suivre ce qui a été demandé à l'époque.» FNSEA et JA «appellent leurs réseaux à se mobiliser» et à «convaincre [les députés] de revenir à la raison». Le 15 mai, Arnaud Rousseau annonce des manifestations pendant le débat dans l'hémicycle. Entre-temps, pourtant, les députés de la commission des affaires économiques livrent une version du texte qui colle quasiment à celle du Sénat. Sur le crispant article 2, le rapporteur LR, Julien Dive, cherche un entre-deux : attaquée par Duplomb, l'Anses garde ses prérogatives mais l'acétamipride est réintroduit de manière encadrée. Les députés Modem, visés par la campagne de la FNSEA, se targuent d'avoir rééquilibré un texte «qui contenait initialement [...] de fausses promesses démagogiques». Annie Genvard, elle, se démène pour déminer, conviant les députés au ministère, s'invitant à la réunion du groupe Renaissance à l'Assemblée, ou suggérant à certains parlementaires rétifs sur l'acétamipride, d'éviter, au moins, de le dire trop fort... ▶

De toutes les dispositions, celle-ci est, sans surprise, la plus discutée. Au sein de Renaissance et du Modem, très partagés, les discussions ont été longues et vives. Les plus anciens gardent un souvenir douloureux du psychodrame du printemps 2018, autour d'un amendement – repoussé par l'Assemblée – visant à interdire l'usage du glyphosate : vivement interpellés par leurs électeurs, les marcheurs avaient mesuré combien l'opinion s'était emparée du débat sur les pesticides. Si Gabriel Attal approuve une dérogation sur l'acétamipride, d'autres affichent leur opposition. «Le détricotage des mesures de protection de la biodiversité et de l'environnement, ça suffit», juge l'élu Renaissance Guillaume Gouffier-Valente. Son collègue Mathieu Lefèvre se sent très libre : «Là, on n'est pas tenus par un engagement présidentiel, on n'a pas été élus pour voter la loi Duplomb.» La ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, ne cache pas ses réserves sur la réintroduction du néonicotinoïde. Au Modem, des députés comme Pascal Lecamp ou Richard Ramos y sont défavorables. Comme au Sénat, le gouvernement prévoyait, sur ce sujet, de s'en remettre à «la sagesse» des parlementaires. «Certains, dans les ministères, ressentent une gêne profonde et aimeraient que le Parlement tranche pour l'exécutif», fustige un député. Farouchement opposés au retour des néonicotinoïdes, la gauche et les écologistes comptent batailler. Delphine Batho dénonce «une attaque frontale contre la science, la santé et la souveraineté» et une mesure «suicidaire pour toutes les filières dépendant de la pollinisation». «Il y a un vrai enjeu à ce que les députés qui sont mal à l'aise soient présents au moment du vote», pousse l'élu écologiste. La semaine dernière, le rapporteur Julien Dive n'y voyait guère plus clair sur le rapport de force dans l'hémicycle : «Les groupes sont tirailés. Difficile de dire qui l'emporte, d'autant qu'on ne maîtrise pas les présences.» Encore faut-il que le débat ait lieu. ▶

néonicotinoïdes», tacle François Veillerette, porte-parole de l'association Générations futures, spécialisée dans la lutte contre les pesticides. «Il ne faut pas s'y tromper. Le texte prévoit aussi des dérogations pour réutiliser l'acétamipride dans l'enrobage de semence [une technique qui consiste à envelopper les graines de pesticides avant le semis, ndlr], donc ça ne concerne pas que les arbres à pied comme les noisetiers»), abonde la députée écologiste Delphine Batho, à l'origine de la loi votée en 2016 ayant interdit les néonicotinoïdes.

Le 19 mai, une douzaine de filières agricoles ont appelé «au bon sens» des parlementaires pour qu'ils adoptent la PPL. On y trouve le lobbying des betteraves sucrières, des cerises, des kiwis, des pommes de terre, des asperges... et donc des noisettes. «Par ailleurs, il faut faire attention au récit imposé par les partisans de la PPL, poursuit l'ex-ministre de l'Ecologie. Tous les maux rencontrés par les noisetiers ne sont pas du fait de l'arrêt de l'acétamipride.» Lionel Girardi, producteur de noisettes dans les Landes, admet que les conditions mé-

«Tous les maux rencontrés par les noisetiers ne sont pas du fait de l'arrêt de l'acétamipride.»

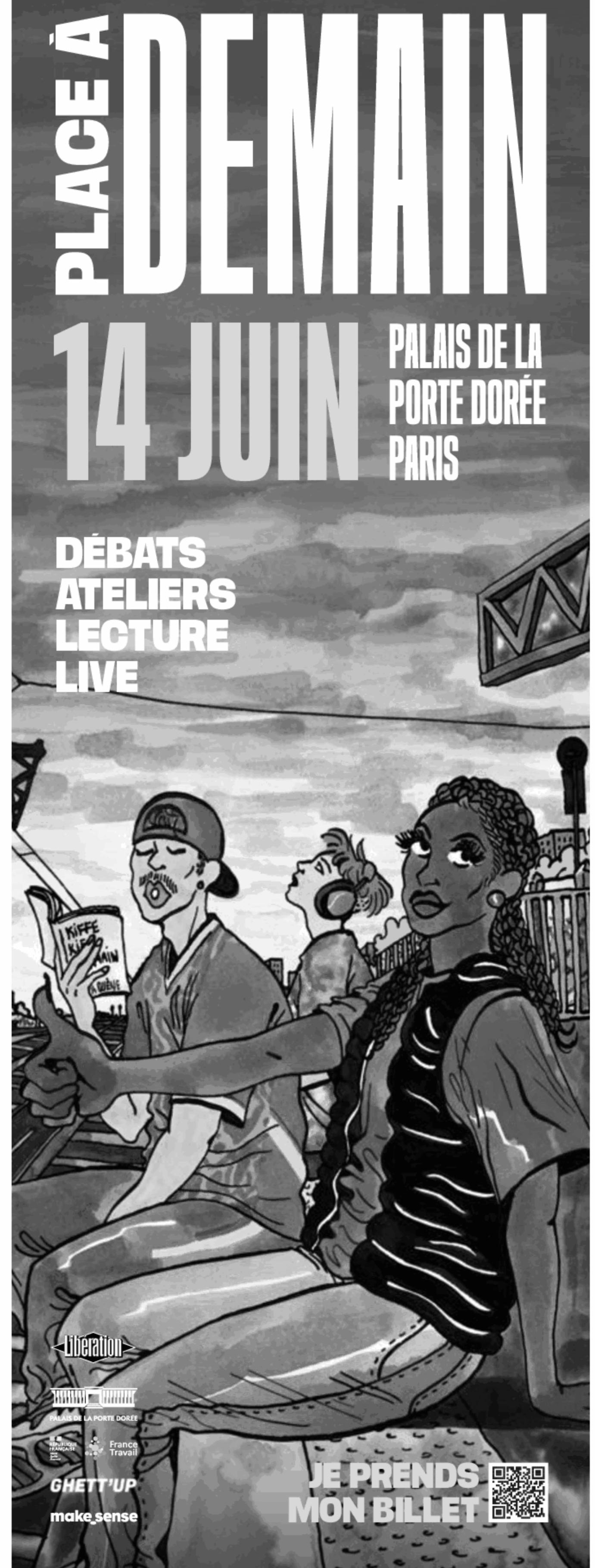
Delphine Batho
députée écologiste

té ont aussi beaucoup joué sur le rendement. L'année 2024, pluvieuse, a affecté la pollinisation, puis pourri les fruits tombés au sol. Les années 2021 et 2022 ont connu un gel tardif qui a fauché les bourgeons. «J'ai perdu la moitié de mon volume rien que par le gel», relate cet administrateur d'Unicoque et secrétaire national du syndicat Modef. Il n'empêche, lui aussi réclame le retour de l'acétamipride. «Autant les aléas de la pluie et du beau temps, je ne peux rien y faire, autant les ravageurs, on a le produit miracle pour faire disparaître le problème», justifie-t-il. Les producteurs ne sont pourtant pas dépourvus de pesticides. Ils sont toujours autorisés à utiliser des produits conte-

nant des substances actives issues de la famille des pyréthrinoïdes. «Ils ne sont pas 100% efficaces», assure l'exploitant. «Les pyréthrinoïdes fonctionnent, seulement il y a de plus en plus de résistance chez les ravageurs. Comme il finirait par y en avoir avec l'acétamipride», précise Christian Lannou, directeur de recherche à l'Inrae.

Guêpe. Le chercheur travaille à la mise au point de «méthodes alternatives pour sortir de la dépendance aux pesticides». La piste la plus avancée est celle d'un parasite lâché dans les vergers pour stopper les ravageurs. Un peu comme les coccinelles pour se débarrasser des pucerons. Pour les noisetiers, il s'agit de la guêpe *Trissolcus*, originaire d'Asie. «Ce n'est pas encore tout à fait opérationnel, il faut réussir à constituer une population de *Trissolcus* assez importante, mais on n'est pas loin de voir le bout du tunnel. C'en'est pas le moment de lâcher et de faire marche arrière», développe Christian Lannou. Tout le monde a intérêt à sortir du chimique, rappelle-t-il, «eux les premiers».

ANAÏS MORAN





Des soldats ukrainiens libérés accueillis par une foule en quête de disparus, samedi dans la région de Tchernihiv.



Un soldat ukrainien libéré

Ukraine Moscou libère des prisonniers sans cesser de pilonner

Le grand échange de combattants, qui a eu lieu à la suite des négociations de paix à Istanbul, a duré trois jours, sous les bombardements russes.

REPORTAGE

Par
KRISTINA BERDYN SKYKH
Envoyée spéciale
dans la région de Tchernihiv

Tard dans la nuit, le ciel se remplit d'un bourdonnement semblable à celui des mobylettes. A 2 heures du matin, de fortes explosions retentissent : le système de défense aérienne est en action, abattant les drones. Nouvelle alerte : deux missiles à grande vitesse volent en direction de Tchernihiv, ville de 270 000 habitants, au nord-est du pays, dans la région du même nom où se déroule, depuis vendredi, un grand échange de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine.

Dans la nuit de samedi à dimanche, la Russie a lancé une attaque combinée massive contre 13 régions d'Ukraine, qui a fait 12 morts et 60 blessés. A 2 h 30, deux femmes descendent dans l'abri d'un hôtel de Tchernihiv. Même dans un sous-sol relativement sûr, Olga tourne en rond. Elle est arrivée ici il y a deux jours d'Oboukhiv, une ville de la région de Kyiv, où elle a laissé ses deux enfants, une fille de 8 ans et un fils de 13 ans, à leur grand-mère. «Kyiv est à nouveau lourdement bombardé, cela signifie que notre quartier sera également touché», dit-elle. Le mari d'Olga est parti à la guerre en 2014, il a combattu pour défendre l'aéroport de Donetsk, puis est retourné à la vie civile. Lorsque l'in-

vasion à grande échelle a commencé en 2022, Andrii(1) s'est engagé dans l'armée, mais le 5 janvier 2024, il a disparu sans laisser de traces près de Koupiansk, dans la région de Kharkiv. Cela fait déjà dix-sept mois que l'on est sans nouvelles de lui.

Obtenir des informations

Le 16 mai, à Istanbul, les délégations ukrainienne et russe ont convenu du plus grand échange de prisonniers de guerre et du retour de 1000 personnes des deux côtés. Olga a retrouvé de l'espoir, sinon de voir son

mari libéré, du moins d'obtenir des informations sur son sort de la part des soldats qui arrivent dans la région de Tchernihiv en provenance des colonies pénitentiaires russes. «Mes amis me rassurent en me disant que si son corps n'a pas été retrouvé, c'est qu'il est en vie. Je crois que c'est le cas», dit-elle. La mère d'Andrii n'a réussi que récemment à quitter le territoire occupé dans la région de Kherson. Olga lui a menti en lui disant qu'elle avait la confirmation que son fils était prisonnier. «Comment le cœur d'une mère peut-il supporter la disparition de son enfant?» se justifie-t-elle.



L'échange record de prisonniers s'est déroulé en trois étapes à la frontière entre l'Ukraine et le Bélarus. Vendredi, 390 personnes sont revenues, samedi 307, et dimanche, 303. Donald Trump a été le premier à l'annoncer, dans un message pu-



contacte un de ses proches, samedi dans la région de Tchernihiv. PHOTOS EVGENIY MALOLETKA. AP

blié sur les réseaux sociaux avant même que l'échange n'ait lieu. Le représentant spécial du président américain, Keith Kellogg, a qualifié cet événement de «résultat le plus positif d'Istanbul». «Nous avons besoin d'un cessez-le-feu, et les meurtres doivent cesser», a résumé Kellogg sur X.

Mais juste après cette publication, la Russie a de nouveau bombardé l'Ukraine pendant la nuit. Et ce fut ainsi tout le week-end: l'après-midi, un échange joyeux, la nuit, des

bombardements intensifs. «Il n'y a pas eu autant de bruit ici depuis plusieurs années», raconte une jeune fille assise avec son petit ami dans le même abri qu'Olga. En Ukraine, la guerre se poursuit malgré les week-ends et les jours fériés, a souligné le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, réagissant à l'attaque. «Le silence de l'Amérique, le silence des autres dans le monde ne font qu'encourager Poutine», a-t-il déclaré dimanche.

De longs cheveux noirs et un drapeau ukrainien avec le portrait de son mari recouvrent le dos d'Elena Yuzvak, 36 ans. Il est agenouillé devant elle, vêtu d'un uniforme de prisonnier, les cheveux coupés court, maigre et pâle. Elle le serre fort dans ses bras et lui murmure quelque chose à l'oreille. Yuriy Yuzvak a été fait prisonnier il y a six mois dans la région de Pokrovsk et est revenu lors de la deuxième phase du grand échange. Elena n'espérait pas que cela se passe aussi vite, car certains

militaires ukrainiens sont détenus dans des prisons russes depuis plus de trois ans, mais elle a tout de même décidé de se rendre dans la région de Tchernihiv chaque fois que des personnes sont ramenées de Russie. La femme vit dans un village près de Vinnytsia et est arrivée ici le 21 avril, lorsque des rumeurs ont commencé à circuler selon lesquelles l'échange pourrait avoir lieu dans les jours suivants. «La première chose que je lui ai dite, c'est : «Je t'ai attendu et cherché», raconte-t-elle. Et Yuriy a répondu : «J'étais très inquiet de savoir si vous aviez de quoi vivre et si vous saviez où nous étions.»

Après avoir enfin rompu leur étreinte, Elena appelle ses enfants sur son téléphone pour qu'ils puissent eux aussi voir leur père. Les prisonniers libérés n'ont pas de téléphones, les Russes les leur confisquent dès leur arrivée, et ils en reçoivent de nouveaux en Ukraine. «Angélique, ma princesse, encore un peu de patience et papa sera bientôt à la maison», assure Yuzvak à sa fille de 9 ans. Lorsque sa femme a appris la bonne nouvelle, elle a ressenti un immense soulagement. Elena a participé à des manifestations, écrit des lettres aux autorités. «J'ai passé six mois à me battre pour lui, comme le font toutes les femmes des prisonniers ukrainiens», dit-elle.

Nadejda elle aussi a retrouvé son mari, Piotr, mais elle ne pourra pas le serrer dans ses bras avant longtemps. Ce soldat a combattu à Marioupol, où il a été fait prisonnier il y a plus de trois ans. En détention, il a contracté la tuberculose. Il a été ramené le 23 mai en ambulance, un masque chirurgical sur le visage. Il regarde par la fenêtre de l'hôpital et fait signe à sa femme. Les premiers appels téléphoniques aux siens sont un moment émouvant, mais pas toujours intime. Les libérés sont tellement pressés de contacter leurs proches qu'ils ne remarquent souvent pas que leur conversation est filmée et écoute par des dizaines de caméras de télé.

Joues creuses et peau sur les os

«Mon fils, je ne peux pas te dire ce que nous avons vécu!» dit au téléphone la mère d'Ivan Shufrin, un jeune homme de Ternopil qui a passé vingt-huit mois en captivité. «Ne pleure pas. L'essentiel, c'est que je sois rentré vivant, mais beaucoup de mes camarades sont morts», lui répond-il calmement. «J'ai vu ta photo, tu es tellement amaigris et épuisé», continue de pleurer sa mère. Selon Ivan, dans la colonie pénitentiaire où il se trouvait, les Russes tournaient des vidéos mises en scène. Ils dressaient une table somptueuse et obligaient les prisonniers à dire devant la caméra qu'ils étaient bien nourris, alors qu'en réalité, ils les affamaient. «Quand je rentrerai à la maison, je me déshabillerai et tu me diras si j'ai bien mangé», dit le jeune homme, légèrement agacé, comme s'il soupçonnait sa mère d'avoir cru à la propagande russe. Il a les joues creuses, il n'a plus que la peau sur les os. «Mon fils, nous savons tout!» assure

la femme. Ivan commence à l'interroger sur ses camarades avec lesquels il a servi dans l'armée. «Qu'est-il arrivé à Vania de Lviv, qui t'écrivait?» demande le soldat. «Il est mort l'an dernière.» Ivan Shufrin était son meilleur ami.

Faim, coups et pressions psychologiques

Les prisonniers de guerre ukrainiens ignorent souvent non seulement ce qui advient de leurs amis et de leurs proches, mais aussi ce qui se passe dans le monde. Ils ont été longtemps coupés de toute information, explique Petro Yatsenko, représentant du quartier général de coordination des prisonniers de guerre, qui a accompagné les libérés dans le bus depuis la frontière jusqu'à l'hôpital où ils subissent un premier examen médical. Ces derniers l'ont interrogé sur les prix, le cours du dollar, le prix de l'essence, les villes ukrainiennes occupées et celles qui ne le sont pas. «Ils sont très heureux d'apprendre la vérité, car en captivité, on leur dit que la moitié de l'Ukraine n'existe plus», dit Yatsenko.

Afin de briser la volonté des prisonniers, les Russes tentent par tous les moyens de les humilier et de les désinformer. Outre la faim et les coups, divers types de pression psychologique sont utilisés. Par exemple, une forme courante de torture consiste à emmener un prisonnier quelque part en lui disant qu'il va être échangé, puis à le ramener dans la colonie ou à le transférer dans un autre lieu de détention. «Quand ils les emmènent vraiment pour les échanger, ils ne le disent jamais», raconte Yatsenko.

Depuis 2022, 65 échanges ont déjà eu lieu entre la Russie et l'Ukraine, et 5757 Ukrainiens sont rentrés chez eux. Parmi les 1000 personnes libérées cette fois-ci, il y avait non seulement des militaires, mais aussi 120 civils. Les journalistes n'ont pas été autorisés à les voir, mais selon nos informations, il y aurait parmi eux des criminels condamnés pour des délits de droit commun et emprisonnés par les Russes dans des prisons situées dans les territoires occupés. «Ce sont des citoyens ukrainiens, nous ne pouvions pas les refuser», explique un représentant des services de renseignement. L'Ukraine a quant à elle remis 70 de ses ressortissants qui ont collaboré avec la Russie.

Ivan Roman, 58 ans, qui a accueilli les bus pendant trois jours, se tient dans la cour de l'hôpital, complètement abattu. Son fils est en captivité depuis l'automne 2022 et n'est pas revenu cette fois-ci non plus. Il se trouve dans une colonie pénitentiaire dans la région de l'Altaï, à la frontière chinoise, à 4000 kilomètres d'ici. Les prisonniers de guerre ukrainiens sont dispersés dans toute la Russie et les territoires occupés, dans 186 lieux de détention. «Aujourd'hui, ce n'est probablement pas mon jour. Mais les gars de sa colonie m'ont dit qu'il tenait bon. Je suis fier d'eux!» dit le père. ♦



Dimanche, sur le site d'une frappe russe à Markhalivka, dans la région de Kyiv. PHOTO THOMAS PETER. REUTERS



Andriy Sybiha, ministre des Affaires étrangères ukrainien, à Kyiv vendredi.

«Sans les Etats-Unis on ne peut pas renforcer la pression sur la Russie»

Dans une interview exclusive à «Libération», le chef de la diplomatie ukrainienne, Andriy Sybiha, lève le voile sur les négociations avec la Russie en Turquie et explique pourquoi il est si important de conserver le soutien de Washington.

Le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Andriy Sybiha, est entré au gouvernement en septembre, peu avant la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine. Il a immédiatement commencé à promouvoir des négociations de paix et à renouer activement le dialogue avec Vladimir Poutine. Depuis le retour de Trump à la Maison Blanche, la diplomatie ukrainienne doit se montrer aussi discrète que possible pour retarder le moment où le président américain perdra définitivement tout intérêt pour cette guerre.

Après les dernières négociations entre la Russie et l'Ukraine, le 16 mai en Turquie, et l'appel téléphonique de Trump à Poutine, le chef de la diplomatie ukrainienne a accordé une première interview exclusive à *Libération*, en s'efforçant de ne pas critiquer les Etats-Unis, mais en les ap-

pelant à enfin renforcer la pression sur la Russie.

La conversation téléphonique entre Trump et Poutine a montré que le président américain n'est pas encore prêt à faire pression sur la Russie. Etes-vous déçu ?

Nous saluons les efforts du président américain pour parvenir à une paix stable et durable. L'Ukraine a accepté sans réserve la proposition d'un cessez-le-feu de trente jours.

Nous sommes ensuite parvenus à un accord sur les ressources minérales. Cela permet de maintenir un dialogue bilatéral dynamique. L'Ukraine a démontré qu'elle n'a jamais été et ne sera jamais un obstacle à la paix. Tous nos partenaires le reconnaissent. Mais on s'attendait à ce que les Etats-Unis aient les mêmes exigences envers la Russie. Or la conversation avec Poutine a montré que ce n'était pas le cas. Trump ne parvient même pas à obtenir un cessez-le-feu de trente jours. Il faut renforcer la pression sur la Russie. Sans les Etats-Unis, c'est impossible. La Russie manipule délibérément la situation afin de les écarter du processus de paix. Nous devons empêcher ce scénario.

Volodymyr Zelensky était prêt à rencontrer Poutine en Turquie. Nous sommes arrivés à Ankara avec une délégation de très haut niveau. Le président ukrainien a dit à Erdogan que cela était fait par respect

pour lui personnellement, pour ses efforts en faveur de la paix et pour la proposition de Trump. Même par la composition de notre délégation, nous avons montré notre volonté de mener des négociations sous n'importe quel format sur tous les sujets susceptibles de nous rapprocher de la paix. Au lieu de cela, la Russie a envoyé une délégation de bas niveau, se moquant ouvertement du processus de paix et de la proposition américaine.

Quelles menaces la Russie a-t-elle proférées à Istanbul ?

Le président ukrainien a décidé de laisser une délégation à Istanbul pour des négociations directes avec la Russie, auxquelles participait également la Turquie. Cette délégation était dirigée par le ministre de la Défense, Roustem Oumerov. Soit dit en passant, la partie russe a exclu la présence de la partie américaine aux négociations. Cela s'est produit à la dernière minute. Nous considérons qu'il s'agit là aussi d'une sorte de gifle diplomatique qui démontre la fausseté des intentions de Moscou.

J'ai toujours adhéré au principe selon lequel «la diplomatie aime le silence», mais je dirais que le discours et la rhétorique des Russes n'ont pas changé. Ils donnent des leçons de pseudo-histoire, car ils n'ont pas d'autres arguments. C'est vraiment étrange. Nous sommes arrivés à ces négociations avec un agenda clair :

un cessez-le-feu dans les airs, sur terre et en mer. Sur le volet humanitaire : l'échange de prisonniers de guerre, le retour des enfants et des civils. Et le troisième élément : la rencontre entre les présidents et l'agenda possible de cette rencontre. Nous avons clairement énoncé nos lignes rouges : aucun compromis sur l'intégrité territoriale et la souveraineté. L'Ukraine ne reconnaîtra jamais les territoires temporairement occupés comme russes.

Les Russes exigent-ils une réduction des forces armées ukrainiennes ?

Comme condition préalable à un cessez-le-feu, ils exigent l'arrêt de l'aide militaire qui nous est fournie.

«Nous sommes prêts à discuter dans n'importe quel format des moyens de mettre fin à cette guerre.

Nous voulons vraiment y mettre un terme cette année.»

Andriy Sybiha
ministre ukrainien
des Affaires étrangères

Nos alliés leur ont clairement répondu «non» lors de la visite de la «coalition des volontaires» à Kyiv. Cela ne peut pas se faire. L'Ukraine sera soutenue afin de renforcer nos positions. La Russie s'oppose également au déploiement futur d'un contingent étranger en Ukraine, qui deviendrait l'un des éléments clés de l'infrastructure de sécurité.

La seule chose sur laquelle un accord a pu être trouvé à Istanbul est un important échange de prisonniers. Est-il vrai que cette proposition a été faite par la Turquie afin que la rencontre aboutisse à un résultat concret ?

La Turquie est un facilitateur. Elle était présente, mais les négociations se sont déroulées entre les délégations ukrainienne et russe. Du reste, l'Ukraine est prête à accepter un cessez-le-feu de trente jours, mais aussi de cinquante, quatre-vingt-dix ou cent jours. Et nous en avons également informé directement la partie russe. Le cessez-le-feu est vraiment la voie à suivre pour poursuivre les négociations élargies en vue d'accords de paix plus larges. Nous attendons des Russes qu'ils présentent leur vision et nous présenterons ensuite la nôtre. Un nouvel élément important est que ces échanges auront lieu directement entre délégations. Nous avons également convenu d'échanger nos points de vue sur la rencontre entre Zelensky et Poutine. Nous souhaitons qu'elle se déroule dans un format plus large, avec la participation du président Trump. Notre position de principe est également que l'Europe doit être présente à la table des négociations. Le pape a proposé le Vatican. Mais l'accord des deux parties est nécessaire. L'Ukraine est prête.

Mais y a-t-il une chance que Poutine accepte ? La propagande russe a longtemps répété que Zelensky était un président «illégitime». Une rencontre personnelle avec lui détruirait leur propre discours.

La Russie utilise toujours des pseudo-arguments lorsqu'elle ne peut rien proposer de concret. Ce sont des absurdités et un non-sens total. Nous sommes prêts à discuter dans n'importe quel format des moyens de mettre fin à cette guerre. Nous voulons vraiment y mettre un terme cette année. Il est donc très important de continuer à faire pression sur la Russie, tant avec nos alliés européens qu'avec les Etats-Unis d'Amérique. Je tiens ici à mentionner le projet de loi du sénateur Lindsey Graham visant à renforcer les sanctions.

Si Trump se retire de la guerre, le Congrès pourra-t-il adopter ce projet de loi ?

Les Etats-Unis sont un pays démocratique, le Congrès a une voix puissante. Ce projet de loi bénéficie déjà d'un soutien important, avec environ 80 voix, ce qui signifie qu'il pourra passer outre le veto présidentiel. Le Congrès peut jouer son rôle en faveur de la démocratie et de la sécurité. La réalisation d'une paix juste et durable en Ukraine est également dans l'intérêt national des Etats-Unis.

Lors de leur visite à Kyiv, les dirigeants européens ont exigé de la Russie qu'elle cesse les hostilités. Mais la Russie n'a rien accepté. Le dix-septième paquet de sanctions de l'UE, adopté mardi, était en discussion depuis longtemps. Pourquoi l'Europe tarde-t-elle à agir?

Je ne pense pas que l'Europe tarde. Le dix-septième paquet a été adopté immédiatement afin de faire pression sur la Russie, à temps et à l'unanimité. Il est vraiment très douloureux. Le plafonnement du prix du pétrole fait également l'objet de vifs débats actuellement. La position ukrainienne est de 30 dollars. Nous pensons qu'elle est justifiée. Cela contribuera à priver la Russie de la possibilité de financer sa machine militaire. Pour cela, une décision du G7 est nécessaire. Il faut aussi des sanctions contre le secteur bancaire. Il s'agit d'un coup dur pour l'économie russe si elle ne prend pas de mesures en retour.

Le scénario dans lequel Donald Trump pourrait se retirer du dossier ukrainien est tout à fait plausible. Discutez-vous déjà avec vos alliés européens de ce qu'il faudrait faire si cette situation advenait ?

Personnellement, je ne crois pas à une architecture de sécurité efficace en Europe sans les Etats-Unis. Nous ne voulons même pas discuter de ces scénarios.



Un kiosque moscovite, après un appel entre Trump et Poutine, le 13 février. M. SHEMETOV. REUTERS

Mais cela pourrait bien arriver, que faire alors ?

L'Ukraine doit devenir de plus en plus autonome et indépendante des livraisons d'armes qui sont essentielles. Nous avons une chance d'accélérer ce processus. Plus largement, cela concerne également l'autonomie de l'Europe. Elle assume de plus en plus de responsabilités pour sa propre sécurité. Je

pense que l'augmentation des budgets de défense dans les pays européens et dans les pays de l'Otan est un phénomène irréversible. La Russie ne disparaîtra pas. C'est une menace existentielle pour l'Europe, il faut partir de ce constat, que cela nous plaise ou non. Il faut s'y préparer. Dans certains pays, on pense que l'Ukraine est menacée d'effondrement total. Ce n'est pas vrai.

Nous ne sommes pas en train de perdre, la Russie n'est pas en train de gagner. La Russie connaît actuellement d'énormes turbulences économiques. Pour elle, un jour de guerre coûte près d'un milliard de dollars. Les sanctions sont douloureuses. La Russie n'a atteint aucun objectif stratégique en trois ans sur le territoire ukrainien. Il faut comprendre la force de

l'Ukraine. L'économie fonctionne, l'appareil d'Etat aussi. Nous avons rétabli les couloirs céréaliers en mer Noire et limité la capacité de la flotte russe. Nous faisons vraiment preuve d'un courage, d'un hérosme et d'une ténacité sans précédent.

En quoi consistera la prochaine discussion avec les Russes ?

Nous attendons maintenant leur vision d'un cessez-le-feu, et nous leur ferons part de la nôtre. Ce sera certainement l'un des principaux sujets de discussion lors de la prochaine réunion au niveau des délégations qui se sont rendues en Turquie. Nous souhaitons que les choses évoluent et que ces réunions aient lieu le plus rapidement possible.

Le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, a déclaré que le principal problème de cette guerre est que la Russie veut obtenir ce à quoi elle n'a pas droit, tandis que l'Ukraine veut obtenir ce qu'elle ne peut pas récupérer par des moyens militaires. Etes-vous d'accord ?

Je suis d'accord pour dire que l'heure est à la diplomatie. Elle offre une chance de parvenir à une paix juste et globale. Mais il ne faut pas oublier que c'est la Russie qui est à l'origine de l'agression et du refus de mettre fin à la guerre.

Recueilli par

KRISTINA BERDYN SKYKH

Correspondante à Kyiv

Photo **LISA BUKREYAVA**

ON
EST
ICI

51 GW⁽¹⁾

95 GW

DE CAPACITÉS INSTALLÉES
DE PRODUCTION D'ÉNERGIES
RENOUVELABLES ET DE
STOCKAGE D'ENGIE
D'ICI 2030⁽²⁾

FAIRE AVANCER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, C'EST NOTRE RAISON D'ÊTRE.

ENGIE, 1^{er} producteur d'énergies éoliennes et solaires en France⁽³⁾, consacre chaque année 75% de ses investissements au développement des énergies renouvelables, des batteries et des réseaux électriques. ENGIE, ce sont 98 000 femmes et hommes qui agissent chaque jour pour fournir une énergie décarbonée, abordable et fiable, et ainsi faire de la transition énergétique une réalité. #AgissonsEnsemble

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

⁽¹⁾ 1 GW d'énergies renouvelables permet de produire l'équivalent de la consommation moyenne annuelle d'électricité de près de 1 million de personnes.
⁽²⁾ De capacités installées de production d'énergies renouvelables et de stockage d'ENGIE dans le monde en 2024. ⁽³⁾ Dans le monde.
Etude interne et Analyst Pack 2024. Plus d'informations sur engie.com/on-est-ici-dans-la-transition-energetique
ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2435285011€ - RCS NANTERRE 542107651. © Nicolas Pollet-Villard.

engie



Kidnapping, menaces, mutilations... La «cible dans le dos» de la crypto

Après une nouvelle tentative d'enlèvement la semaine dernière à Paris, une dizaine de crypto-entrepreneurs, qui craignent aussi pour leurs proches, renforcent leur sécurité personnelle et professionnelle.

Par
LÉONARD CASSETTE
et **ÉLISE VINIACOURT**

Sur l'écran, une vidéo: en plein jour dans les rues de Paris, des hommes encagoulés tirent de force une jeune femme dans une fourgonnette. Hurlements, appels à l'aide. Désespéré, le mari s'agrippe à elle, jusqu'à ce qu'un commerçant déboule, extincteur dans les bras, faisant fuir les agresseurs.

A la fin du visionnage, un lourd silence s'installe dans la chambre conjugale de Benjamin Cohen. Il est 3 heures du matin, l'entrepreneur a été réveillé quelques minutes plus tôt par un tapotement sur son épaule qui l'invitait à regarder la vidéo. Sa femme, sourcils froncés, l'air inquiète, lui demande : «Ça serait pas ta cousine sur la vidéo ?» En réalité, et en dépit d'une légère ressemblance physique, non. Il s'agit de la fille de Pierre Noizat, le fondateur de la plateforme de cryptomonnaies Paymium. Mais ça, le couple ne le sait pas encore. En ligne, à ce moment-là, quelques articles révèlent que la victime serait la proche d'un entrepreneur des monnaies numériques; tout comme Benjamin Cohen, fondateur du média spécialisé *le Crypto Daily*. Les violentes images de l'agression toujours en tête, son épouse frissonne: «*A cause de mon travail, elle a l'impression d'avoir une cible dans le dos*», explique le chef d'entreprise.

Kidnapping, menaces, mutilations... Depuis le début de l'année, les affaires sordides ciblant des crypto-entrepreneurs et leurs proches se suivent. Une sinistre série entamée dès la Saint-Sylvestre, quand le père d'un influenceur installé à Dubaï se retrouve

séquestré, roué de coups et aspergé d'essence du côté du Mans (Sarthe). Vingt jours plus tard, c'est au tour de David Balland et de son épouse d'être kidnappés pendant près de quarante-huit heures. Libéré par le GIGN, le cofondateur de la société de portefeuilles numériques Ledger y laissera un doigt, coupé par les ravisseurs. Les semaines précédant la tentative d'enlèvement de la fille de Pierre Noizat – dernière en date –, deux autres affaires similaires font parler d'elles. L'une fin janvier, avec le rapt d'un spécialiste crypto en périphérie de Troyes (Aube). L'autre, début mai, avec le kidnapping du père d'un crypto-millionnaire dans les rues de Paris. Lui aussi ressort avec un doigt en moins. Plusieurs histoires mais un seul mobile : l'argent. Bitcoin, Ethereum, USDT... A chaque fois, l'équivalent de dizaines, voire de centaines de milliers d'euros sont exigées en rançon.

CRYPTO RIME AVEC MAGOT ?

*Libé*s'est entretenu avec une dizaine d'acteurs du secteur. La grande majorité a souhaité conserver l'anonymat. Tous dépeignent un climat d'inquiétude et d'hypervigilance, à l'heure où un Français sur dix possède des cryptomonnaies, selon une étude de l'Adan, association représentant le milieu du Web3. «C'est flippant», observe Martin (1) par téléphone. D'après ce quasi-quadragnaire, «il y a toujours eu des cas, mais ça se passait dans des pays réputés moins sûrs. Là, ça arrive en plein Paris, en pleine journée, deux fois d'affilée.» Selon lui, les détenteurs de montants «un peu importants» font désormais en sorte que, «même sous la contrainte, [les rançonneurs] n'ont pas accès aux fonds». Par exemple, certains portefeuilles de monnaies virtuelles nécessitent les signatures de plusieurs personnes pour valider une transaction. Benjamin Cohen abonde : «Depuis l'affaire Balland, j'ai renforcé toute ma sécurité.» Ses virements doivent être confirmés via des appels en visio à partir d'un certain montant, «pas si élevé que ça». «J'ai aussi mis en place un délai à respecter pour retirer plus de 10000 euros», ajoute-t-il. Ce youtubeur glisse aussi que sur certains de ses lives, il reçoit «beaucoup d'histoires de harcèlement, de tentative de kidnapping» de la part d'autres investisseurs. «Les gens n'en parlent pas forcément en public de peur de devenir une cible pour d'autres». La discréetion est ainsi jugée essentielle, en particulier sur les réseaux sociaux. Lors de ses déplacements, Benjamin Cohen se garde bien de dévoiler sa localisation : «Je ne mets pas de story quand je voyage, et je demande à mes proches de faire de même.» De son côté, Martin, qui fait profil bas depuis qu'il est dans le milieu, affirme faire encore «plus attention» au quotidien : «Je regarde parfois autour de moi si je suis suivi.»

Entrepreneur rhodanien aux manettes de sociétés depuis bientôt dix ans, Jimmy évoque, de son côté, l'inquiétude de ses proches : «Les médias en parlent beaucoup, ça les fait réfléchir.» Mais pas forcément pleurer. «Alors ça va ? T'as encore tous tes doigts ?» raillent-ils dans leurs textos pour prendre de ses nouvelles. Le trait d'humour (noir) fait sourire Jimmy. Mais le dirigeant n'oublie pas son agacement : «Alors qu'il met en place des lois liberticides pour réguler le secteur, l'Etat manque à ses missions régaliennes de maintien de l'ordre et de justice, faute de moyens adéquats.» Dans son viseur, MiCA et DAC 8, deux directives en réalité européennes poussant les prestataires de services à déclarer davantage d'informations sur leurs activités pour plus de transparence sur le marché. A l'échelle des boîtes, on serre la vis. Les plus prudentes retirent leur enseigne. «Il y a un renforcement de la sécurité sur les sites», observe Clémence (1), qui travaille à son compte pour plusieurs sociétés. Elle évoque

également l'existence, pour les salariés, d'ateliers de sensibilisation. Certains des dirigeants les plus cotés font appel à de la sécurité privée, explique le conseil de récentes victimes. Paroxysme de l'angoisse, dans ce milieu aux racines libertariennes : quelques-uns, comme le cofondateur de Ledger, Eric Larchevêque, à qui les ravisseurs de David Balland avaient adressé leur demande de rançon, plaident carrément pour le port d'armes à feu.

La plupart savent, depuis plusieurs années, que leur métier est à risque. «Le danger physique est quelque chose que j'ai intégré depuis longtemps. C'est un secteur qui peut attirer les convoitises», affirme Bruno (1), entrepreneur depuis vingt-cinq ans. Pourquoi ce milieu est-il particulièrement ciblé ? La plainte est collective. Il y a d'abord cette idée, erronée, que les investisseurs auraient directement accès à leur fortune, que les transactions ne pourraient pas être bloquées et seraient intraçables. Ce qui en ferait des cibles plus faciles que les clients des banques. «C'est une idée complètement fausse», réplique Martin. Pour la grande majorité, les transactions laissent des traces indélébiles et permettent aux autorités de retracer les flux.» Les paiements en bitcoin, par exemple, s'effectuent sous pseudonymes sur la blockchain, une base de données publique enregistrant tous les virements. Le colonel Bertrand Michel, commandant en second de l'unité nationale cyber de la gendarmerie, confirme. Dans l'affaire Ledger, il raconte : «On a été aux aguets sur les mouvements dans la blockchain, le paiement de la rançon et sur les actions à déployer pour bloquer l'argent.» Il y a aussi ce cliché, véhiculé par certains influenceurs bling-bling, que crypto rime forcément avec magot. Image trompeuse, souligne Benjamin Cohen, qui estime qu'investir en crypto «parfois ça marche, souvent ça ne marche pas». Le milieu ferait enfin les frais de la «désinformation», avec des cryptomonnaies dépeintes comme les devises du narcotrafic. «Les médias traitent trop souvent le sujet par la porte des faits divers ou des cours du bitcoin», s'agace Alexandre Stachchenko, directeur de la stratégie de la plateforme Paymium. Depuis des années, Bruno a donc pris ses précautions en restant discret. Pour lui, pas de Lambo, mais une Peugeot. «J'ai payé une société 5000 euros pour effacer les informations qui me concernent sur Internet», souffle-t-il. Il a aussi fait en sorte de ne pas domicilier son entreprise à son adresse personnelle. «Quand on crée une société, les documents déposés au greffe sont numérisés et l'information, du fait d'une volonté de transparence de l'Etat, se retrouve en ligne», éclaire l'investisseur. Benjamin Cohen n'avait, lui, pas songé à prendre ces précautions. En fondant sa première boîte, le youtubeur aux 20 000 abonnés a communiqué sa propre adresse. Résultat : en gagnant en visibilité, il a commencé à recevoir des lettres. Pas toujours courtoises. «Je suis juif et j'ai reçu un courrier antisémite qui menaçait de me voler, de s'en prendre à moi et à ma famille. J'étais terrifié pour mes proches», relate-t-il.

Autre traumatisme : une rencontre dans un bar entre passionnés de cryptos. «Il y avait un groupe de garçons qui me posaient beaucoup de questions. Ils ne me lâchaient vraiment pas, se remémore le trentenaire. Jusqu'à ce que sa tête commence à tourner. J'ai compris que j'avais été drogué, j'ai fui in extremis en prenant le premier Uber.» A cette époque, le jeune homme est en partenariat avec une marque commercialisant des bagues capables d'effectuer des paiements. Un bijou qu'il portait ce soir-là. «Je pense qu'ils voulaient me la voler. Le pire, c'est qu'elle était vide», s'agace-t-il. Du fait des «violences dont [il a pu

faire l'objet», Benjamin Cohen est parti avec sa famille au Canada depuis un an. Pour sa prochaine visite en France, à l'occasion d'une conférence, lui aussi a prévu une garde rapprochée. Dans le coin-system, des affaires sordides plus anciennes ont déjà amené une «prise de conscience collective». Un soir de janvier 2022, quelqu'un sonne à la porte de Hasheur, youtubeur star du milieu. En ouvrant, le vidéaste se retrouve mis en joue, comme il le raconte au *Parisien*. Son agresseur, un de ses 760 000 abonnés, l'observait depuis des jours. Il finira par s'enfuir.

REVENDICATION D'ANONYMAT

Autre fait marquant : l'EthCC. A l'été 2024, plusieurs témoignages en ligne font état d'agressions aux abords de la grand-messe des adeptes de la crypto Ethereum, un protocole d'échanges décentralisé. Parmi les 6500 participants, certains racontent avoir été ciblés à cause de leur badge ou de leur t-shirt. «Les gens aiment bien porter les maillots de certaines boîtes parce qu'on est des passionnés», raconte Bettina Boon Falleur, l'organisatrice. Elle confirme deux agressions, signalées à la police, l'année dernière. Pour l'édition 2025, prévue fin juin en France, son équipe a opté pour Cannes et son millier de caméras de vidéosurveillance. «Nous sommes en lien avec les forces de l'ordre», précise-t-elle. Depuis la dernière attaque en plein Paris, un ballet de cryptoacteurs s'active place Beauvau. Quarante-huit heures après la tentative d'enlèvement de la fille du fondateur de Paymium, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau recevait plus d'une dizaine de dirigeants. Mercredi, une seconde «réunion de travail» s'organisait entre les autorités

et l'Adan. Une nouvelle aura lieu la semaine qui vient, glisse le ministère, qui prévoit le lancement en juin de deux groupes de travail. L'un sur la communication, l'autre sur la formation de «référents sûreté». D'ici là, le gouvernement met en place plusieurs mesures. Parmi lesquelles, la sécurisation des domiciles des entrepreneurs les plus à risque et la garantie d'un accès prioritaire aux appels d'urgence.

Des dispositifs salués, mais qu'il faut compléter, selon les premiers concernés. Deux revendications sont martelées. La première concerne la régulation du secteur. MiCA, DAC 8, TFR, AMLR6... Ces textes, auxquels s'ajoute la récente loi contre le narcotrafic, visent à identifier les utilisateurs de cryptoactifs et garantir une plus grande transparence fiscale. Mais quelques voix s'élèvent. «On nous met en danger parce que la réglementation nous oblige à constituer des bases de données qui fuiteront un jour. Et, on y met l'adresse des personnes et leurs richesses», pose Alexandre Stachchenko. Qui tamponne au passage : «L'anonymat n'est pas un truc de criminels. C'est une liberté fondamentale.» Son entreprise appelle à «un moratoire sur l'application de certaines de ces réglementations». La seconde doléance du secteur pourrait s'appliquer à l'ensemble du monde des affaires. En l'occurrence, elle dénonce la publication en ligne dans des documents administratifs des adresses et autres informations personnelles de dirigeants. Sur ce point, le député Renaissance Paul Midy déposera prochainement une proposition de loi pour la pseudonymiser ces données. ▶

(1) Certains prénoms ont été changés.

Les informés

de Jean-Rémi Baudot
et Agathe Lambret,
du lundi au jeudi
à 20h

1h de décryptage
et d'analyse
de l'actualité

chaque lundi
avec

Libération

franceinfo:

radio . web . tv canal 27

© Photo : Christophe Abramowitz / Radio France





LIBÉ.FR

Corée du Nord: après le lancement raté d'un navire de guerre, Kim Jong-un fait arrêter trois responsables

Quelques jours après le lancement raté du nouveau navire de guerre nord-coréen depuis le port de Chongjin, l'agence officielle KCNA a annoncé l'arrestation de trois responsables du chantier. Kim Jong-un avait promis que les « erreurs irresponsables » des fonctionnaires coupables seraient « traitées » par le Parti. Il est allé jusqu'à définir ce naufrage comme « l'effondrement de la dignité » de son pays. PHOTO AFP



Manifestation pour la libération des otages, à Tel-Aviv samedi. PHOTO NIR ELIAS. REUTERS

Avec son nouveau chef du Shin Beth, Nétanyahou attise la colère

Samedi soir, les manifestations contre le Premier ministre ont pris une nouvelle ampleur à Tel-Aviv après l'annonce de l'arrivée du général David Zini à la tête du renseignement intérieur, malgré l'opposition de la Cour suprême.

Par
MARIA MALAGARDIS

L'inquiétude et la colère ont poussé une fois de plus samedi soir des centaines d'Israéliens dans les rues de Tel-Aviv pour réclamer le retour

des otages mais aussi protester contre le meurtre des enfants à Gaza, dont les photos apparaissaient sur certaines pancartes. Ces manifestations sont devenues récurrentes chaque fin de semaine. Un sursaut citoyen qui peut sembler aussi nécessaire que dérisoire, alors que 57 otages (dont 34 sont présumés morts) restent détenus par le Hamas, et que les massacres se poursuivent dans la bande Gaza, où un couple de médecins a vu neuf de ses dix enfants tués samedi lors d'un bombardement.

Mais ce samedi, les manifestants voulaient également protester contre la nomination deux jours plus tôt du général David Zini à la tête du Shin Beth, l'agence de la sécurité intérieure. Fondateur de la brigade Commando (agrégat d'unités de forces

spéciales), petit-fils de rabbins français qui ont immigré en Israël, et père de onze enfants, Zini est connu pour son hostilité à toute négociation d'échange d'otages contre des prisonniers palestiniens. C'est également un intime du Premier ministre, Benjamin Nétanyahou, qui semble avoir pris la décision de le nommer à ce poste sensible, de façon inhabituelle. «Après un meeting dans sa voiture», selon le site i24News. Sans même avoir consulté Eyal Zalmir, le chef d'état-major de l'armée, qui aurait été informé de ce choix quelques minutes avant l'annonce officielle jeudi soir.

Stratégie. «Je ne pensais pas qu'Israël était capable de laisser des otages à Gaza», s'est écrié Naama Levy, lors de la manifestation samedi

soir sur la place des otages à Tel-Aviv. Cette jeune femme de 20 ans s'exprimait publiquement pour la première fois depuis sa libération. Elle avait été enlevée le 7 Octobre par le Hamas à la base de Nahal Oz et retenue otage pendant 477 jours. Ses accusations ce soir-là ne viennent pas tant ces geôliers: «Ils n'ont nulle part où aller et se contentaient de prier», dira celle qui va surtout dénoncer la stratégie meurtrière de son gouvernement. «Ce sont les bombardements qui m'ont le plus effrayé. A chaque fois, j'étais certaine que c'était la fin», a-t-elle souligné en évoquant sa captivité. Des bombardements qui l'ont même mise en danger, «lorsqu'une partie de la maison où je me trouvais s'est effondrée», précisera-t-elle également.

Ce n'est pas la première fois que les manifestants dénoncent la mise en danger, voire le sacrifice, des otages enlevés le 7 Octobre. «Nétanyahou, et non le Hamas, est le véritable ennemi d'Israël», avait ainsi accusé Shaï Mozes, fils de deux ex-otages, le 10 mai lors d'une précédente manifestation sur la place Habima à Tel-Aviv. La nomination de David Zini renforce les craintes d'une guerre totale, menée par un Premier ministre qui veut éviter de rendre des comptes alors qu'il est poursuivi dans plusieurs affaires. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il aurait désavoué puis réussi à écarter Ronen Bar, le précédent chef du Shin Beth. Lequel avait diligenté une enquête visant des proches de Nétanyahou accusés d'avoir touché des pots-de-vin du Qatar.

Le limogeage de Ronen Bar, annoncé le 21 mars, avait été immédiatement suspendu par la Cour suprême. Après avoir tenté de s'opposer à son renvoi, Bar avait fini par jeter l'éponge, annonçant fin avril qu'il quitterait son poste le 15 juin. La Cour suprême a finalement réitéré mercredi que la décision de le renvoyer était «irrégulière et contraire à la loi». Et la procureure générale de l'Etat et conseillère juridique du gouvernement, Gali Baharav-Miara, a interdit au Premier ministre de nommer un remplaçant. Ce qu'il a donc fait à peine vingt-quatre heures plus tard.

«Animal». Qui sortira vainqueur de ce bras de fer juridique qui affaiblit la démocratie israélienne ? L'affaire est d'autant plus embarrassante que la confirmation de la nomination de David Zini dépend du comité Gronis, chargé de valider les postes les plus sensibles. Or cet organe est actuellement inactif, faute d'avoir pourvu tous ses membres.

«Nétanyahou agit de manière impulsive, comme un animal en cage», a dénoncé le 17 mai l'ancien Premier ministre Ehud Barak, devant un millier de personnes lors de la précédente manifestation sur la place Habima à Tel-Aviv. Evoquant le «drapeau noir de l'illégitimité [qui] flotte sur chacune de ses actions», celui qui avait proposé en 2000 une solution à deux Etats

a exhorté ses compatriotes à une «révolte civique», les pressant «d'agir par tous les moyens pour faire tomber» Nétanyahou, «avant qu'il ne nous entraîne dans l'abîme». Dans l'immédiat, rien ne semble pourtant arrêter l'offensive israélienne qui a redoublé d'intensité depuis la rupture de la trêve le 18 mars. Dimanche en milieu d'après-midi, la Défense civile de Gaza annonçait la mort de 22 personnes à la suite de frappes aériennes dans le nord et le centre de la bande Gaza. Avec plus de 54 000 morts côté palestinien, et une vingtaine d'otages israéliens abandonnés à leur sort, les manifestants n'ont pourtant pas renoncé: mercredi, ils seront à nouveau dans la rue pour les 600 jours de détention des otages. ◆

JULIE DORT DANS LE GARAGE CE SOIR. NORMAL, ELLE A SES RÈGLES.

Inimaginable ?

Pourtant, dans plusieurs
pays du monde,
des milliers de filles
et de femmes
sont exclues de l'école,
de leur travail
et même de leur maison
quand elles ont leurs règles.

Les règles sont naturelles.

Pas l'injustice.

AGISSEZ ENSEMBLE
RDV SUR CAREFRANCE.ORG





LIBÉ.FR

«Submergeons Bolloré»: dans le Finistère, une flottille antifasciste défie le milliardaire breton

Depuis plus de neuf mois ils mûrissent ce projet ambitieux : à l'appel du collectif Lever les voiles et des Soulèvement de la Terre, près de 70 bateaux ont manifesté samedi contre la présence du milliardaire Vincent Bolloré dans l'archipel des Glénan. La préfecture maritime avait interdit le rassemblement. Reportage à lire sur notre site. PHOTO ALEXIS PICHOT

«[Au Royaume-Uni, la nationalisation de la South Western Railway] garantira que les services soient gérés dans l'intérêt des passagers, et non des actionnaires.»



HEIDI ALEXANDER

Ministre britannique des Transports

Un tournant pour les chemins de fer britanniques. South Western Railway, compagnie qui opère dans le sud-ouest de l'Angleterre, est devenue, dimanche, la première à repasser dans le giron public dans le cadre de la campagne de renationalisation du rail du gouvernement travailliste. «Nous allons dire adieu à trente ans d'inefficacité, de gaspillage et de frustration des passagers», a déclaré la ministre des Transports, Heidi Alexander, lors d'une visite cette semaine dans un dépôt de trains. La privatisation des opérateurs avait eu lieu au milieu des années 1990, sous le Premier ministre John Major, dans la continuité de la politique libérale de Margaret Thatcher. Malgré la promesse d'un meilleur service, le projet était cependant très impopulaire, dénoncé par les syndicats, l'opposition, certains conservateurs et une large partie de la population. Un déraillement causé par des microfissures dans les rails, qui a fait quatre morts en 2000 dans le Hertfordshire, a profondément choqué l'opinion publique. Les annulations et les retards sont par ailleurs devenus monnaie courante et les passagers se sont plaints des prix. Le réseau ferré est depuis redevenu public, géré par la société Network Rail. Quatre opérateurs sur quatorze en Angleterre sont déjà repassés sous contrôle public ces dernières années. Mais l'idée était de les gérer temporairement avant un retour au secteur privé. La majorité travailliste, au pouvoir depuis juillet, a, elle, approuvé fin novembre une loi qui impose de nationaliser les opérateurs privés à l'expiration de leurs contrats. (avec AFP)

Droits de douane: le mépris de Trump sape le dialogue avec l'UE

Une fois de plus, Donald Trump s'est levé du mauvais pied. Et le monde tremble. Le Président a commencé sa journée de vendredi en annonçant une taxe de 25% sur les iPhones produits en Inde par Apple, avant de décréter sur son réseau Truth Social qu'il imposerait dès le 1^{er} juin des droits de douane de 50% sur toutes les importations en provenance de l'Union européenne. «Nos discussions avec eux ne vont nulle part», beugle-t-il dans un message qui s'insurge contre «leurs puissantes barrières commerciales, leurs TVA, les sanctions ridicules contre les entreprises, les barrières non monétaires, les manipulations monétaires, les procès injustes et injustifiés contre les sociétés américaines», autant de facteurs, à ses yeux, «d'un déficit commercial unacceptable de 250 milliards de dollars».

Anxiété. Quelques heures plus tard, dans le Bureau ovale, Trump a semblé confirmer qu'il ne cherchait même plus un accord avec les Européens, leur reprochant de «ne pas jouer le jeu

tel que j'entends le mener». Le «jeu» du Président sème à nouveau la confusion et suscite l'anxiété de Wall Street, incapable encore de déterminer la part de bluff dans une annonce aux allures de relance de la guerre commerciale mondiale entamée le 2 avril. Après avoir annoncé ce jour-là une volée de droits de douane sidérante à tous les pays de la planète, dont un relèvement à 20% des taxes sur les importations provenant de l'UE, Trump, confronté au tumulte du marché obligataire, a consenti à une pause de quatre-vingt-dix jours, jusqu'au 14 juillet, permettant aux pays concernés de négocier des accords bilatéraux sur les «tariffs», maintenus dans leur ensemble à 10% pendant cette période de grâce. Face à la crainte des hausses des prix, et à l'incertitude provoquée par ses revirements, le Président a fait grand cas de son premier accord avec le Royaume-Uni, et surtout de l'avancée des tractations avec la Chine, jusqu'alors sa cible principale, dont les droits de douane ont été réduits

à 30% «seulement» après avoir atteint 145% début avril. Mais le chantre de «l'art du deal» manifeste une fois de plus une plus grande animosité envers les Européens, incapables de lui offrir les concessions spectaculaires qu'il réclame.

Offensive. Jusqu'à vendredi, la Commission européenne croyait pouvoir négocier une baisse des droits de douane sous le niveau actuel de 10%, offrant un accord portant notamment sur 50 milliards d'euros en achats supplémentaires de gaz naturel liquéfié et de soja américain afin de réduire le déficit commercial. Les barrières commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis montraient pourtant plusieurs contentieux notamment sur les produits agricoles et surtout l'automobile, taxées à 10% à l'entrée de l'Union contre 2,5% seulement outre Atlantique. Mais les Européens niaient la réalité du différend, arguant que le déficit commercial qui horripile Trump se traduit en fait par un surplus au bénéfice des Etats-Unis si l'on prend en compte

les services et les revenus des géants de la technologie américaine sur le Vieux Continent.

Mais l'offensive contre l'Europe représente aussi une extension internationale de la guerre culturelle que mène Trump. Jugeant les Européens «pathétiques», Trump et son vice-président J.D. Vance méprisent les prétentions à la différence, humanitaires, sociales et écologiques, à la primauté morale de nations dont la défense repose encore essentiellement sur la puissance militaire américaine, l'approvisionnement énergétique sur le GNL depuis la guerre en Ukraine, et dont le taux de croissance économique, à 0,9%, représente le tiers de celui des Etats-Unis. En attendant, le bras de fer avec l'Europe pourrait être lourd de conséquences pour les Etats-Unis. Son impact risque de réduire le PIB de 0,6%, selon l'institut Bloomberg Economics. Trump, malgré son mépris pour les Européens, attend un «deal». Impatiemment.

PHILIPPE COSTE
Correspondance
à New York

Après Cannes, Nice visé à son tour par un sabotage électrique

Après Cannes et son festival plongés dans le noir l'espace de quelques minutes en raison du sabotage de deux installations électriques, c'est la ville de Nice qui a été touchée. Un incendie s'est déclaré dans la nuit de samedi à dimanche sur un transformateur électrique, cible d'un «acte malveillant» selon le maire, Christian Estrosi. Le poste électrique est situé dans le quartier des Moulins. Quelque 45 000 foyers ont alors été momentanément privés d'électricité et sur les communes voisines de Saint-Laurent-du-Var et

Cagnes-sur-Mer, d'après les informations fournies par Enedis. Le réseau de tram de Nice a été affecté un temps, avec une reprise retardée en début de matinée, et l'aéroport, un temps privé d'électricité, «a été brièvement réallumé», a déclaré l'adjoint au maire Gaël Nofri. A 6 heures dimanche, le courant était totalement rétabli. «Je dénonce avec force ces actes qui touchent notre pays», a réagi Christian Estrosi. Le maire Horizons a aussi annoncé le renforcement «dès les prochains jours» de la surveillance des «sites électriques stratégiques». Il a dé-

mandé à la police municipale de se «mobiliser» face à ces actes «qui peuvent avoir des conséquences considérables, notamment sur les établissements de santé». «Tant que les auteurs de ces faits n'auront pas été interpellés nous ne relâcherons aucune attention où que ce soit», a-t-il assuré. L'édile a annoncé le dépôt d'une plainte. Cet incendie survient au lendemain de dégradations sur deux installations électriques, un poste de haute tension incendié dans le Var et un pylône scié dans les Alpes-Maritimes, qui ont provoqué un black-out de plu-

sieurs heures dans la région, affectant 160 000 foyers, notamment à Cannes, en plein festival, préservé grâce à son système d'alimentation autonome.

Dimanche après-midi, un communiqué anonyme et non authentifié, se réclamant de «deux bandes d'anarchistes», a été posté sur un site nantais, revendiquant «la responsabilité de l'attaque contre des installations électriques sur la Côte d'Azur». «[Cette revendication] fait l'objet d'une évaluation», a réagi le procureur de Grasse.

(avec AFP)



Suisse Cinq skieurs retrouvés morts dans les environs de Zermatt

La police du canton du Valais a indiqué que cinq corps de skieurs avaient été retrouvés samedi dans le massif du Rimpfischhorn, dans les environs de la station de ski de Zermatt, en Suisse. L'identification des victimes, qui se trouvaient sur le glacier de l'Adler, était «toujours en cours» dimanche. «Le ministère public a ouvert une instruction afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident», a ajouté la police. Par ailleurs, dimanche, un alpiniste de 29 ans a été tué dans une avalanche dans le canton de Berne. (avec AFP)

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141 € HT - Société en nom collectif (SNC) 219 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147 HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123€ HT. CLOTURE DE SOCIÉTÉS CIVILES OU COMMERCIALES : 110 € HT. LES TARIFS ANNONCES LÉGALES AU CARACTÈRE (ESPACE INCLUS) HORS CONSTITUTIONS ET NOMINATIONS DES LIQUIDATEURS, CLÔTURES : 75/94/93 (O,237 € HT).

75 PARIS

Enquête publique



AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE

Projet d'aménagement
de la Porte de Montrouil,
Paris 20^e

Par arrêté municipal en date du 30 avril 2025, Madame la Maire de Paris ouvre une participation du public par voie électronique à la Mairie du 20^e arrondissement de Paris, 6 place Gambetta

**Du lundi 16 juin 2025 à 8h30
au vendredi 18 juillet 2025 à 17h**

Cette participation du public par voie électronique est préalable à la délivrance du permis d'aménager relatif à l'aménagement de la Porte de Montrouil à Paris 20^e arrondissement.

Le projet d'espaces publics, d'une emprise de 83.596 m², consiste :

- au niveau du giratoire de la place de la Porte de Montrouil, à la création d'un ouvrage de couverture du boulevard périphérique au centre de l'anneau permettant la création d'une grande place très largement végétalisée, trait d'union entre Paris et les communes limitrophes, ainsi que l'augmentation des espaces dédiés aux circulations douces, cheminements piétons et cyclistes,
- à la reprise des espaces publics de voirie, des liaisons cyclables et végétalisation des avenues du Professeur André Lemierre, Léon Gaumont, Benoît Frachon,
- à la plantation de la plateforme du marché aux Puces en plein air,
- à la requalification des espaces verts du square situé en limite du centre sportif Déjerine en vue de son ouverture au public,
- à la renaturation et mise en valeur des talus du boulevard périphérique en renforcement de la trame verte.

Le projet prévoit la création d'espaces végétalisés et plantés avec 704 arbres plantés et 36 transplantés (environ 15.130 m² de surfaces plantées, dont environ 12.130 m² en pleine terre), et l'implantation de mobilier urbain.

D'autres demandes d'autorisations d'urbanisme seront déposées ultérieurement, concernant :

- la réalisation d'un programme d'environ 26 000 m², comprenant des activités de bureau, d'hôtel, de halle de restauration et d'alimentation, de commerces ainsi qu'un centre municipal de santé prévus sur ce secteur,
- la réimplantation de la recyclerie sur la future place.

Le dossier soumis à participation du public par voie électronique sera consultable sur le site dédié :

<https://www.registre-numerique.fr/ppve-porte-de-montrouil>



Un registre dématérialisé sera disponible sur le même site internet afin de recueillir les observations et propositions du public, pendant la durée de la participation du public par voie électronique.

Pendant toute la durée de la PPVE, un poste informatique sera mis à la disposition du public afin de permettre un accès au dossier et au registre sous forme dématérialisée, à la mairie du 20^e arrondissement, 6 place Gambetta, ouverte les lundis (sauf le lundi 14 juillet, férié), mardis, mercredis et vendredis de 8h30 à 17h et les jeudis de 14h à 17h (les bureaux sont fermés les samedis, dimanches et jours fériés). Pour plus de précisions, se référer au site de la mairie d'arrondissement <https://mairie20.paris.fr>

Une demande de mise en consultation sur support papier prévu au II de l'article L. 123-19-1 du Code de l'environnement, peut être présentée auprès de la Direction de l'Urbanisme de la Ville de Paris, située au 121 avenue de France dans le 13^e arrondissement, ou à la mairie du 20^e arrondissement, 6 place Gambetta. La demande doit être présentée au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expiration du délai de consultation fixé par l'autorité administrative conformément au quatrième alinéa du II de l'article L. 123-19-1 du Code de l'environnement.

Le dossier de participation du public par voie électronique comporte notamment :

- les avis des collectivités territoriales intéressées ;
- le dossier de demande de permis d'aménager ;
- l'étude d'impact actualisée au titre de l'évaluation environnementale ;
- l'avis de l'Autorité Environnementale (MRAE) ; également consultable sur le site <https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-projets-de-la-mrae-ile-de-france-a1446.html>
- et le mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale.

À compter de l'ouverture de la participation du public par voie électronique, des demandes de renseignements sur le dossier, des questions, ou des demandes de précisions sur les conditions dans lesquelles les observations peuvent être émises, peuvent être adressées à la Mairie de Paris – Direction de l'Urbanisme – Service de l'aménagement – 121 avenue de France – CS 51388 – 75639 Paris Cedex 13 ou à l'adresse mail suivante :

DU-porte-de-montrouil@paris.fr

La synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte sera publiée, pendant une durée minimale de trois mois, par voie électronique sur le site dédié.

La personne responsable du projet pour la SEMAPA est Madame Sandrine MOREY, 69 rue du Chevaleret, 75013 PARIS.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis d'aménager et le délivrer par arrêté est la Mairie de Paris.

EP 25-354 / contact@publilegal.fr

Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

twoday

L'agence de
rencontres sérieuses
Paris - Lucile ALAZARD



07 86 80 83 66
twoday-paris.fr

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATERIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr 01 87 39 80 20

Université américaine (EDUCO) cherche familles Paris (1er au 20^e arrdt)

pour hébergement rémunéré d'étudiants (1030€/mois), chambres individuelles, petit déjeuner tous les jours, 3 repas par semaine

Durée du séjour : septembre à décembre et/ou janvier à fin mai

Tél : 09.77.35.00.58



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL

Libération

SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants

Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication

Dov Alfon

Directeur de la rédaction

Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction

Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction

Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique

Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef

Michel Beccuembois (spéciaux), Laure Bretton, Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints

Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L.), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS

Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ

Libé plus

113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET

10, bd de Grenelle
75013 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION

Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Javel), CILA (Héric)

Imprimé en France

ACPM

LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.

CPPAP : 1125 C 80064.

ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :

100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation:

PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initiale du prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5548 MOYEN

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | 1 | | 3 | | 6 | | 8 |
| 4 | 3 | 2 | 6 | 7 | | 5 | 1 |
| 5 | | | 9 | | | 3 | |
| 6 | 9 | | | | | | 3 |
| | 8 | | 7 | | 4 | | |
| 2 | | | | | 5 | 8 | |
| 8 | | 4 | | | | 9 | |
| 4 | 3 | 9 | | | 1 | 2 | |
| 7 | 2 | 9 | | 3 | 4 | 5 | |



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | 3 | 8 | 7 | 9 | 5 | 1 | 6 | 4 |
| 5 | 9 | 1 | 3 | 4 | 6 | 8 | 2 | 7 |
| 4 | 6 | 7 | 2 | 8 | 1 | 9 | 3 | 5 |
| 6 | 5 | 9 | 1 | 3 | 4 | 7 | 8 | 2 |
| | | | | | | | | |

Recueilli par
JULIEN LECOT

Le «petit Mozart» a bien vieilli. Il a moins de cheveux qu'avant et les traits un peu plus tirés. Les années sont passées par là. Voilà vingt-trois ans que Richard Gasquet écume les courts du monde entier, sautant d'avions en chambres d'hôtel et de chambres d'hôtel en avions. Un rythme fou pour un «sport à la con» (disait-il en 2008) qu'il quittera dans quelques jours. A bientôt 39 ans, le joueur s'apprête à laisser sa raquette aux vestiaires après une dernière apparition à Roland-Garros, dont le tournoi s'est ouvert dimanche.

Au crépuscule de sa carrière, le bilan est étrange. D'un côté, l'ancien numéro 7 mondial, trois fois demi-finaliste en Grand Chelem, médaillé olympique ou encore vainqueur de la Coupe Davis, partira avec l'un des plus beaux palmarès du tennis tricolore. De l'autre, il gardera avec lui l'image d'un looser à la française qui lui colle injustement à la peau. La faute à une jeunesse où il écrasait tout le monde, qui lui a valu des surnoms à la pelle et une pression monstrueuse à gérer pour un gamin que l'on prédestinait, dès l'école primaire, à être le nouveau Noah.

Sincèrement, je ne sais pas trop. Déjà parce que je n'ai pas encore eu le tirage au sort, et ça, ça détermine pas mal de choses [il jouera finalement ce lundi contre le Français Térence Atmane, 121^e mondial, ndlr]. Je me prépare pour gagner donc j'espère ne pas sortir dès le premier tour. Bon, forcément, ça arrivera à un moment. J'ai déjà pensé à tout ça, j'ai imaginé quelques scènes, mais pas tant que ça. Ce que je sais, c'est qu'il y aura énormément d'émotions. Que ça sera magnifique, puisque finir à Roland-Garros, en tant que Français, ça l'est forcément. Je risque d'avoir pas mal de stress aussi, mais du bon stress quand même. Parce que c'est particulier de finir une carrière. Te dire que depuis que tu as 3 ou 4 ans, il n'y a pas un jour où tu n'as pas joué au tennis, et qu'après ce match, ça sera fini, c'est bizarre quand même. Mais je suis serein par rapport à tout ça: j'ai commencé très jeune, je finis plutôt vieux, je m'en suis pas trop mal sorti !

Votre premier match à Roland-Garros, c'était il y a vingt-trois ans. Vous aviez perdu au premier tour contre Albert Costa (3-6, 6-0, 6-4, 6-3), le futur vainqueur du tournoi. Que vous reste-t-il de ce moment ?

Richard Gasquet

«J'aurais aimé grandir avec plus de sérénité et moins de pression»

Ancien 7^e mondial, trois fois demi-finaliste d'un Grand Chelem, le Français de 38 ans arrêtera sa carrière après le tournoi de Roland-Garros, commencé dimanche. «Libé» est revenu avec lui sur ses deux décennies passées sur les courts.

J'avais 16 ans, j'étais tellement jeune, c'était un stress énorme ! J'avais gagné quelques matchs déjà, quelques petits tournois, j'avais passé un tour à Monaco, donc j'avais une grosse confiance en moi, mais quand même. C'était sur le Lenglen, dans mon souvenir c'était énorme, il y avait beaucoup de monde, j'étais vraiment impressionné. Dans ma tête, c'était vraiment un truc de fou. Personne n'oublie sa première à Roland. Le format des Grands Chelems est aussi particulier [les matchs se jouent au meilleur des cinq sets, contre trois pour le reste des tournois]: je me souviens que dans le quatrième set, j'étais complètement mort.

A l'époque, cela faisait plusieurs années qu'on parlait de vous, qu'on vous voyait comme le successeur de Noah. Comment avez-vous vécu tout cela ?

Tout est parti de la fameuse une de *Tennis magazine* qui m'a quand même longtemps collé aux basques. J'avais 9 ans, ils voulaient faire un article sur moi, je pensais que ça ferait deux ou trois pages au milieu du magazine, ce qui était déjà fou. Et là, quand ça sort, on me voit sur la

une [titrée «Richard G. 9 ans. Le champion que la France attend?»]. Ça m'a beaucoup suivi. C'est vrai que j'étais très fort très jeune [il a été numéro 1 mondial junior], mais quand j'y repense, l'attente qu'il y avait autour de moi et cette pression sur mes épaules étaient quand même disproportionnées. Aucun Français n'a connu ça depuis. Si j'ai un regret dans ma carrière, c'est peut-être celui-là. J'aurais aimé grandir avec plus de sérénité, de calme et un peu moins de stress et de pression. C'est normal d'en avoir quand tu es au très haut niveau. Mais si jeune, ce n'était peut-être pas le moment.

Derrière, vous avez quand même une belle et longue carrière, mais avec ces attentes, on a l'impression qu'on retient surtout les déceptions et les échecs...

C'est sûr que quand tu as 14 ou 15 ans et qu'on dit que tu vas gagner un Grand Chelem, si tu ne le fais pas, il y a des déçus. Et le premier déçu, c'est moi. Evidemment que j'aurais bien aimé en gagner un. Et les autres joueurs français aussi. Mais en face on a eu une génération extraordinaire, les trois meilleurs joueurs de l'histoire qui jouent quasi en même temps, c'était difficile de faire mieux.

Jouer en même temps que Nadal, Djokovic et Federer, c'était pénible ?

Même si tu les craignais, c'était excitant, tu avais envie de les jouer. Ce sont tous les trois des joueurs immenses. Ils t'en mettaient plein les yeux. Quand tu allais loin sur un tournoi, en quarts ou en demies, ils étaient tout le temps là, semaine

après semaine. C'est ça qui était le plus impressionnant. S'ils n'avaient pas été là, est-ce qu'on aurait réussi à gagner des Grands Chelems ? Peut-être. On aurait eu plus de chance en tout cas. Si tu enlèves les trois meilleurs joueurs de l'histoire, des mecs qui en ont gagné 20 cha-

«Je reviendrai plus tard dans le tennis. Avec qui, comment, où ? Ça reste encore à déterminer.»



Richard Gasquet lors des qualifications

cun, mathématiquement, ça t'ouvre des portes. Après est-ce qu'on l'aurait fait, on ne le saura jamais.

A la fin de votre carrière, quels sont les souvenirs qui vous restent ?

Les demies de Grands Chelems. Parce que ce sont les plus grands matchs que tu puisses jouer. Les Grands Chelems, c'est au-dessus de tout, ça n'a rien à voir avec le reste. Après il y a eu la Coupe Davis, forcément [victoire en 2017 avec Lucas Pouille, Jo-Wilfried Tsonga et Pierre-Hugues Herbert], c'était un moment incroyable. La médaille olympique, aussi [de bronze à Londres en 2012, en double avec Julien Benneteau]. Au-delà de ça, je retiens surtout la chance que j'ai eue d'avoir pu jouer tant de beaux tournois et rencontrer autant de monde sur le circuit.

Et si vous ne deviez garder qu'un match ?

Peut-être celui contre Federer, en 2005 [une victoire en quart de finale de Monte-Carlo]. A l'époque, j'étais 100^e mondial, lui était numéro 1 et marchait sur l'eau. C'était une énorme surprise. Bon, le temps passe, ça date un peu quand même. Mais c'était magique.



pour son dernier Roland-Garros, le 19 mai. PHOTO SANDRA RUHAUT. ICON SPORT

A l'inverse, quel est votre pire souvenir ?

Contre Federer, encore, en 2014 cette fois. On était en finale de la Coupe Davis, devant notre public, à Villeneuve-d'Ascq, face à la Suisse. Il y avait tellement de monde, 28 000 personnes, et tellement d'attente. C'était un rendez-vous immense. On est menés, si je perds, c'est fini. Et là, je perds en trois sets [6-4; 6-2; 6-2]. C'est vraiment le match qui m'a fait le plus mal. Ok, c'était Federer en face, mais je me dis que j'aurais pu faire mieux. Emotionnellement, j'ai mis du temps à m'en remettre. Heureusement qu'on la gagne un peu plus tard.

On pensait que vous parleriez du contrôle positif à la cocaïne...

Ça, c'est clairement le moment le plus dur de ma carrière. Ce n'était déjà pas une affaire facile, mais ça a été tellement médiatisé, ça a pris des proportions incroyables. Je ne m'attendais pas du tout à ce que ça ait autant d'écho. Claire Chazal parlait de moi au JT de 20 heures sur TF1, pareil sur France 2. Et ce n'était pas pour un match de tennis. Là, les JT, je ne vais pas les faire avec ma retraite (*rires*). Vraiment, c'était fou

et très dur à vivre. Tu te sens mal, tu te sens seul. C'est dur de sortir, c'est aussi dur de rejouer ensuite. Ça remonte, donc avec le temps, je le ressens de moins en moins. Mais la caisse de résonance que ça a eue, toute la médiatisation, ça m'a toujours échappé.

Parmi tous les joueurs que vous avez côtoyés, lequel aimiez-vous le plus croiser ?

Nadal. Et ça restera Nadal. Parce que je le connais depuis toujours ou presque. On est nés à quinze jours d'écart et, au tout début, c'est comme si nos destins étaient liés. Bon, après voilà, avec le temps, lui, il était là [*il montre le plafond avec ses mains*], et moi j'étais là [*beau-*

coup plus bas]. Mais pendant vingt ans, je l'ai presque vu toutes les semaines. Après, on ne parlait pas la même langue, je ne dirais pas qu'on était proches. Sinon, humainement, ce sont les Français, forcément. Gaël [Monfils], Jo [Wilfried Tsonga], Gilles [Simon], on était liés par ce qu'on a vécu, la coupe Davis, le fait d'être ensemble dans le top 10. Et d'avoir toujours les trois ou quatre mêmes mecs à battre en face, mine de rien, ça soude.

En vingt ans, vous avez vu le circuit évoluer. Quelle est la différence aujourd'hui ?

Je trouve que les tournois ont énormément progressé, et le tennis avec. On a de plus en plus d'infrastructures, de courts... Ça tire tout vers le haut. Maintenant, je suis curieux de voir la suite. On est sur la fin d'une ère, celle de Nadal, Federer et Djokovic. Il faudra voir si ceux qui arrivent, Alcaraz, Sinner et les autres, seront capables de faire la même chose. Quant aux Français, il y a vraiment une belle génération. Arthur Fils, Giovanni Mpetshi Perriard, Ugo Humbert... Ils ont la capacité d'aller très loin, d'être dans le top 10, de gagner des Grands Che-

lems. J'espère qu'ils y arriveront. **Qu'est-ce qui va vous manquer le plus ?**

Le public, les émotions, l'attente avant de rentrer sur le court à Roland-Garros et la chance de pouvoir y jouer. Tout ça, c'est des moments que personne ne peut connaître, qui te procurent une adrénaline exceptionnelle. C'est sûr que ça me manquera. Mais je sais que je reviendrai plus tard dans le tennis, c'est ma passion, c'est ce que j'aime. Avec qui, comment, où ? Ça reste encore à déterminer.

Et d'ici là, comment imaginez-vous votre retraite ?

Dès maintenant, la première chose, ça va être de me reposer. Ensuite, je veux profiter de faire tout ce que je n'ai quasiment pas pu faire à cause du tennis. Peut-être faire d'autres sports aussi, du foot ou du golf. Je n'ai pas encore pensé à tout. Ça va faire bizarre. J'ai du mal à me dire qu'après mon dernier match, ce sera fini. Il n'y aura plus d'entraînements, plus de tournois, plus de déplacements. Mais j'ai 39 ans dans un mois, j'ai donné ce que j'avais jusqu'au bout, je n'ai pas de regret. Il y aura une autre vie après. ♦

LIBÉ.FR

Roland-Garros 2025 : première journée et cérémonie d'hommage à Rafael Nadal

La légende espagnole, qui a remporté 14 fois le Grand Chelem français et pris sa retraite en 2024, a été mise à l'honneur lors du premier jour du tournoi.

carnet

DÉCÈS

Paris (75)
GABRIEL

Tu ne cesseras jamais
De grandir en nous
Et de marcher à nos côtés

Cœur rouge

Palpitant

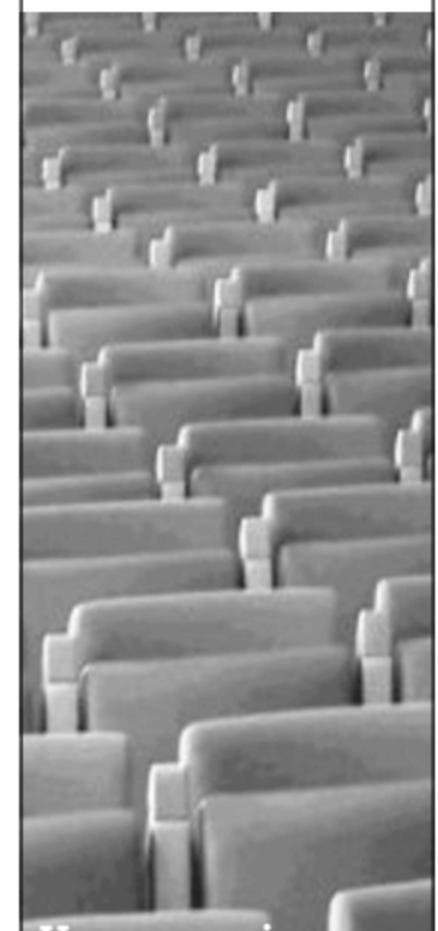
Ville ou déserts

Tu es avec nous

Avançant

Pascale Jean Philippe
Aurore Romane

Libération



Vous organisez
un colloque,
un séminaire,
une conférence...

Contactez-nous

Réservations
et insertions

la veille de 9h à 10h
pour une parution
le lendemain

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes :
153 € TTC pour une parution
15,30 € TTC la ligne suppl.
abonnée et associations : -10 %

Tél. 01 87 39 80 00

Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes
par e-mail :
carnet-libe@teamedia.fr



Astérix contre les «collabos» : quand Alain Chabat réécrit les invasions romaines

Tout en célébrant l'esprit frondeur des Gaulois face au joug romain, la minisérie «Astérix et Obélix : le combat des chefs» se détache de la trame originale pour parler de la société actuelle.

Les aventures du plus célèbre des Gaulois moustachus n'en finissent pas de conquérir de nouveaux publics : la série animée *Astérix et Obélix : le combat des chefs*, réalisée par Alain Chabat pour Netflix, a déjà été vue par 10 millions de personnes à travers le monde, de la Corée à l'Allemagne en passant par

les Etats-Unis. Derrière le plaisir toujours renouvelé de voir les «irréductibles» gavés de potion magique taper sur des Romains, la série propose une vision au vitriol de la romanisation des Gaulois, qui en dit long tant sur les évolutions du genre péplum que sur l'enracinement profond de certains fantasmes historiques. Adaptant un album publié en 1966, la série de Chabat se centre sur le «combat des chefs» qui oppose un Abraracourcix démunie par l'absence de potion magique à Aplusbégali, un brutal chef gaulois fier d'être passé du côté des Romains. Si la BD en faisait un personnage négatif, méprisable dans son adoration aveugle de Rome, la série va plus loin dans la critique de la

romanisation qu'il incarne. Quand Aplusbégali se présente en fier «gallo-romain» au village des Gaulois, Astérix commente ainsi d'un très audible «collabo» qui tire la scène vers un imaginaire de la Seconde Guerre mondiale. Cela n'a rien d'un contresens : les héros inventés par Uderzo et par Goscinny en 1959 sont l'incarnation d'une «France résistante» mythifiée et idéalisée, contre un empire romain totalitaire et dominateur. En prolongeant et en actualisant cette lecture, Chabat nous rappelle qu'Astérix était, à son époque, une BD novatrice : ce n'est que depuis une quinzaine d'années que les péplums – autrement dit les films et les séries réinventant l'Antiquité – ont

abandonné le regard romano centré qui était jusqu'alors la norme pour s'intéresser aux populations bouleversées par les conquêtes romaines.

TOURNANT POST-COLONIAL

Les séries *Barbaren ou Britannia*, les films *l'Aigle de la neuvième légion*, *Pompéi* et même le tout récent *Gladiator 2* exaltent la résistance des populations locales, menacées par le rouleau compresseur des légions romaines qui risquent, en cas de victoire, de faire disparaître les traditions et croyances locales. Ce nouveau «combat des chefs» montre ainsi l'actualité d'une intrigue pourtant écrite il y a plus de soixante ans.

Alain Chabat n'hésite pas cependant à se détacher de la trame originale pour parler de la société actuelle, que ce soit en introduisant le personnage de César, absent de l'album initial, ou en féminisant une partie des personnages secondaires. L'architecte Metadata, qui remplace le perfide Perclus, est tout en nuances. Par sa grande connaissance des Gaulois, cette érudite est à l'origine du malheur de la tribu d'Abraracourcix puisque c'est elle qui souffle à César la faille dans laquelle se glisser – cet absurde combat des chefs, rejet d'élections présidentielles bipartites, qui impose aux deux tribus l'unique chef vainqueur. Espérant naïvement avoir ainsi accès à ces authentiques Gaulois qu'elle fantasme d'abord, elle finit par se retourner et par trahir Rome (*je choisis mon camp*) quand elle comprend que l'invasion n'est pas une intégration, mais un anéantissement : n'est-elle pas la personification même du tournant postcolonial qui marque les sciences sociales, dont l'histoire, depuis les années 1960 ? Elle est, en tout cas, l'héritière de ces nouveaux personnages du péplum qui hésitent entre Rome et les populations dominées, ces métis, ces interprètes et autres



CRÉDIT 2025 LES EDITIONS ALBERT-RENÉ GOSCINNY-UDERZO, NETFLIX

personnages à l'identité mixte, dont l'Arminius de *Barbarens* ou l'Arthur de *Kaamelott* sont d'excellents représentants.

AVEC UNE IRONIE MORDANTE...

Si Chabat conserve l'idée uderzienne de Gaulois «résistants» à la brutalité de Rome, c'est que ce motif narratif lui semble important. Mais 2025 n'est pas 1966, et l'étiquette de collabos n'a pas le même sens que dans

Par
FLORIAN BESSON
et **PAULINE DUCRET**



DR



DR

Historiens

une France dirigée par le général de Gaulle. Parmi les développements nouveaux de la série, le premier épisode dresse le tableau d'une civilisation gauloise pré-conquêtes romaines florissante, harmonieuse, apaisée : le chef s'appelle significativement Toustaubefix.

L'invasion romaine, élément perturbateur par excellence, vient rompre l'unité et la paix de cette communauté villageoise autour de laquelle s'érigent bientôt des murailles de bois. Elles marquent dans le paysage la violence soudainement apparue dans ce monde autrefois innocent. C'est, certes, un vieux schéma narratif – à l'âge d'or succède le temps des crises et des conflits – mais qui prend ici une résonance particulière quand on se souvient que les spectacles du Puy-du-Fou reposent sur la même vision, ce qui permet à chaque fois de blâmer les étrangers par qui le mal arrive. C'est aussi qu'entre 1966 et 2025, Astérix est passé d'observateur à acteur de la politique française : des «Gaulois, Gauloises» aux traits uderziens sur les affiches du RPR de 1998 aux «Gaulois réfractaires» d'Emmanuel Macron repris par les gilets jaunes, les références à l'univers d'Astérix et, à travers lui, à l'Antiquité, sontvenues un discret, mais récurrent et efficace élément de discours politiques de plus en plus marqués par la question identitaire. Alain Chabat joue sur ces motifs avec une ironie mordante et la dénonciation de la romanisation passe par une série d'actualisations révélatrices. Lorsque le chef gallo-romain exige que les habitants de son village changent de nom, abandonnant le suffixe en «ix» identifiant les Gaulois pour prendre une version en «us» typique des Romains, on commence par sourire. Puis on se rappelle que cette question du prénom est un enjeu politique et rhétorique depuis quelques années, souvent instrumentalisée par des discours d'extrême droite : on se souvient de la sortie raciste, et condamnée par la justice, du polémiste Eric Zemmour reprochant à la chroniqueuse Hapsatou Sy de ne pas s'appeler «Corinne».

Pour fidèle qu'elle soit à l'esprit d'*Astérix*, cette réécriture fait donc appel à des imaginaires historiques qui ont changé, dans une France où l'on craint moins aujourd'hui les fantômes (bien réels) de l'Occupation allemande que les spectres (imaginaires) d'une future invasion «grand-remplaciste». Contre ces fantasmes, il n'est, hélas, pas de potion magique. ♦

IDEES/

Ne laissons pas l'IA générative tuer la création musicale

Contre l'explosion des contenus générés par l'IA qui menace les indépendants du secteur, plus de quatre cents d'entre eux demandent la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de la création musicale humaine.

L'intelligence artificielle générative aura-t-elle la peau de la création musicale ? Le streaming, qui a su, il y a quelques années, apporter une réponse légale au piratage, se laisse aujourd'hui déborder par l'afflux de «contenus» sonores produits grâce à des technologies s'appuyant sur l'IA, qui constitue une menace très concrète pour les indépendants du secteur, déjà frappés par une difficulté structurelle à générer des revenus numériques, donc à se financer. En ouvrant leurs serveurs à ces contenus artificiels, les plateformes dévaluent hélas la musique produite par les artistes et par là même le modèle du streaming musical qu'elles ont popularisé. Avant l'irruption de l'IA générative, elles évoquaient déjà la dilution des revenus du fait de l'hébergement de 150 000 nouveaux titres chaque jour. On ne peut que saluer, à ce titre, les démarches de transparence initiées par Deezer, qui a révélé identifier quotidiennement plus de 20 000 nouveaux contenus créés par des bots, soit le double du volume constaté en janvier et 18 % des nouveautés «uploadées» sur la plateforme. Ces chiffres confirment la croissance exponentielle de la production de contenus artificiels. Les créateurs, artistes, producteurs et distributeurs indépendants ne peuvent se satisfaire d'un laisser-faire technologique et réclament la

mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de la création musicale humaine.

Pour les indépendants, la double peine

En Europe, 80 % des nouveautés musicales sont produites chaque année par des indépendants. Si ceux-ci incarnent de fait la diversité musicale et la prise de risque artistique dans un environnement déjà extrêmement concurrentiel, ils sont désormais confrontés à la concurrence brutale et peu scrupuleuse de ces contenus artificiels, produits par des modèles qu'ils ont de surcroît contribué à entraîner et perfectionner malgré eux, sans autorisation préalable et sans aucune contrepartie financière.

Les indépendants subissent donc bel et bien une double peine, qui entame désormais leur capacité et leur motivation à faire émerger de nouveaux artistes. Or l'offre mondiale de musique se nourrit de la vitalité de la création locale : y renoncer, c'est perdre notre valeur sur le marché mondial, notre investissement productif, nos emplois, notre identité culturelle, notre soft power.

Certes, les travaux menés à Bruxelles visent à créer un cadre permettant aux technologies fondées sur l'IA de se développer sans porter atteinte aux acquis du droit d'auteur et des droits voisins, mais la troisième version du code des bonnes pratiques des fournisseurs d'IA générative n'a fait que trahir les maigres promesses du règlement européen sur l'IA et accentuer la précarité des créateurs.

En amont, l'entraînement des modèles d'IA générative doit se faire dans le respect de la trans-

parence et sous condition de rémunération des ayants droit (par la négociation de licences individuelles ou par la gestion collective), dès lors que ceux-ci n'ont pas opposé leur *opt-out* ; en aval, nous appelons les plateformes à faire preuve de volontarisme pour éradiquer les contenus 100 % IA qui diluent la valeur de la musique. C'est l'attractivité du modèle du streaming musical qui se joue ici et que l'afflux de contenus «parasites» ne ferait que éliminer.

À travers les travaux en cours ou lancés récemment, la France doit prendre une fois pour toutes l'engagement de préserver l'édifice réglementaire qu'elle a patiemment construit au bénéfice de la culture afin de défendre ses artistes, la diversité culturelle, notre héritage culturel et le processus de création humaine.

Un modèle n'excluant aucun acteur

Les productrice·s, eux·elles s'engagent auprès des créateurs et créatrices et des fans de musique : à jouer un rôle actif dans la défense de la souveraineté culturelle européenne ; à contribuer à l'amélioration des recommandations algorithmiques en fournissant des métadonnées certifiées, dans le cadre d'un modèle n'excluant aucun acteur ; à préserver l'émergence de nouveaux genres et la diversité esthétique ; à préserver le patrimoine enregistré depuis des décennies. Alertons contre les dangers liés à l'IA et demandons la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde du secteur. ♦

Parmi les signataires :
Jean-Michel Jarre, Etienne Daho,
Pascal Dusapin, Pedro Winter,
Yasmine Hamdan, Vitalic, Yael Naim,
Odezenne, Vanessa Wagner,
Shaka Ponk... ; Radio France,
We Love Green, les Eurockéennes
de Belfort ; l'Adami, la Félin, la GAM,
le SMA, Technopol, l'Uman et l'Upfi...
Retrouvez la liste complète des signataires sur Libération.fr



Réunion publique initiée par le PS, à La Seyne-sur-Mer (Var), le 6 mars. PHOTO PATRICK GHERDOUSSI

Des solutions existent pour éviter à la gauche française le destin américain

A la veille du congrès du PS, une note publiée vendredi par la Fondation Jean-Jaurès critique une gauche «microcosmique» occupée à faire «la concurrence des injustices et des discriminations» au lieu de mettre des mesures sociales au premier plan.

Comment redonner du souffle à la gauche ? En jouant collectif, comme pendant les Jeux olympiques, et en repartant de «nation», une notion perçue positivement à la fois par 75% de l'ensemble des Français et par 75% de l'ensemble des sympathisants de gauche. Telles sont les conclusions de Samuel Jequier et de Noé Girardot Champsaur, les deux auteurs d'une note de la Fondation Jean-Jaurès (FJJ) qui paraît ce 23 mai. S'appuyant notamment sur des données recueillies fin 2023, ils relèvent que «la question sociale crée des demandes majoritaires, dans l'opinion comme au sein de l'électorat de gauche».

La liste des huit sujets sur lesquels la gauche et l'ensemble des Français sont alignés ? «Mise en place d'un grand plan public d'investissement pour le ferroviaire, taxation des surprofits, conditionnement des aides publiques aux entreprises à des contreparties sociales et environnementales, obligation pour les entreprises de publier des indicateurs extra-financiers sur leurs impacts,

renationalisation des autoroutes, augmentation du smic, limitation des écarts de salaires, rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF).» Soit en partie le programme du Nouveau Front populaire aux législatives de 2024, qui a permis à la coalition des partis de gauche d'arriver en tête des élections, «un programme qui n'est pourtant plus porté par les acteurs politiques de gauche dans le débat», déplore Samuel Jequier, président de l'Institut Bona fidé.

Au premier tour, le RN a obtenu les meilleurs scores de son histoire en gagnant encore des points dans les catégories qui lui sont les plus favorables : 57% des ouvriers, 44% des employés et 49% des non-bacheliers.

De leur côté, les cadres et les plus diplômés ont voté à 22% pour le RN, mais là aussi, l'extrême droite est en progression. «Il y a un problème de sociologie des partis politiques, pose Samuel Jequier. Des CSP + urbaines, que ce soit chez les Verts, au PS ou chez LFI. C'est en partie ce qui crée chez les électeurs le sentiment que les politiques sont ailleurs et ne parlent

pas de leur vie.» «Plus les conditions de vie sont difficiles, plus on vote RN et Le Pen», résument les auteurs de la FJJ, qui reconnaissent toutefois que «les motivations idéologiques et racistes existent dans le vote RN. Mais le cœur de la dynamique ne vient pas de là, et bien de la dégradation ressentie des conditions d'existence», selon eux. «Quand on regarde dans les sondages à la sortie des urnes, le facteur le plus déterminant du vote RN est celui d'être mal dans sa vie. La dénonciation morale ne marche plus», résume à Libé Samuel Jequier. «Il y a des moments où il faut savoir dire les choses : l'essor du RN est aussi la conséquence du sentiment d'abandon de la question sociale et des classes populaires par la gauche», assènent-ils, une renegance pourtant répétée depuis une vingtaine d'années par de nombreux observateurs.

DIVISIONS INUTILES

C'est cette fracture sociale que la Fondation Jean-Jaurès essaie encore une fois de colmater dans cette étude intitulée «De l'individu au collectif: replacer la gauche dans son combat pour l'émancipation», et publiée à quelques jours du congrès du PS qui commence le 27 mai. Les deux auteurs s'en prennent pour cela frontalement à «la gauche la plus conne du monde», comme la qualifiait Samuel Jequier dans Libération en 2021. Soit celle qui s'épancherait en combats inutiles, dont la note fait un petit catalogue : «Quand elle polémique sur la consommation de viande et le barbecue, quand elle critique, dans les villes qu'elle dirige, le Tour de France ou la tradition des sapins de Noël, quand elle stigmatise la "bagnole" qui constitue pourtant le seul choix possible de mobilité des ruraux et des périurbains, quand elle nie les problèmes liés au narcotrafic.» Pour les personnes qui votent RN, nous sommes de l'antimatière, le mal qu'il faut combattre», illustre le sociologue Willy Pelletier dans nos pages durant l'entre-deux tours.

Les auteurs appuient leur démonstration sur le «backlash réactionnaire» en cours aux Etats-Unis, «un avertissement pour la gauche française», selon eux. «Le vote Trump est un vote de revanche et de vengeance contre les élites, avec le tour de passe-passe incroyable que Trump est l'incarnation de l'élite», dit Samuel Jequier. En apparaissant «centré sur les questions sociétales» plutôt que sur des questions de pouvoir d'achat, la candidate Kamala Harris aurait «fragmenté l'électorat traditionnel démocrate tout en fédérant celui du camp d'en face.» Résultat : 55% des hommes latinos et 21% des hommes noirs ont voté Trump, rappelle la fondation, qui observe le

réveil actuel de la gauche américaine sur le thème de la «solidarité de classe», si l'on en croit un slogan répété par Alexandria Ocasio-Cortez lors de meetings censés remobiliser une Amérique démocrate pétrifiée par la violence du second mandat trumpiste. «Ce mouvement n'est pas une question d'étiquette partisane ou de test de pureté, il s'agit de solidarité de classe», martèle AOC sur scène et dans des vidéos promotionnelles reprises sur ses réseaux sociaux.

«MACHINE À PERDRE»

La Fondation Jean-Jaurès préconise une nouvelle fois de «solder l'héritage de la fameuse note Terra Nova», qui conseillait en 2011 à la gauche de cibler les «diplômés» et les «minorités des quartiers populaires». «La stratégie Terra Nova ne fonctionne pas numériquement, car l'addition de minorités ne fait pas la majorité, posent les auteurs. 5,5 millions d'habitants dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, 5,2 millions de cadres et professions intellectuelles supérieures dans le pays, même dans l'absurde hypothèse où tous voteront à gauche, ça ne représente qu'un cinquième du corps électoral.»

Un calcul qui les conduit à qualifier l'intersectionnalité de «machine à perdre.» «Telle qu'elle a été utilisée dans le débat public, elle rabougrit les combats sur de micro-groupes sociaux, empêchant tout élargissement et projet collectif. Elle cherche davantage le plus petit dénominateur commun de la pureté militante que la manière d'embarquer la majorité du pays», taclent-ils. Des exemples? «Hommes contre femmes, immigrés contre non-immigrés, homos contre hétéros, on s'en sort pas, résume Samuel Jequier à Libération. La gauche ne doit pas arrêter de défendre les minorités, mais elle doit arrêter d'opposer les uns aux autres. L'opinion est beaucoup moins polarisée que le débat politique. Le clivage élite-peuple a remplacé le clivage droite-gauche. On a des électeurs qui pourraient se retrouver sur des enjeux très majoritaires.»

La note de la FJJ n'oublie pas au passage de redire à la gauche française qu'elle doit cesser de s'engueuler, avec l'énergie du prof de collège qui demande pour la centième fois à sa classe surpeuplée de faire silence. «Et si les polémiques, les divisions permanentes et incessantes éloignaient les Français de la gauche et la gauche des Français?» questionne-t-elle. Ou comment cibler explicitement la stratégie du bruit et de la fureur de Jean-Luc Mélenchon, La France insoumise (LFI), dont le fonctionnement autoritaire est décrit dans le livre *la Meute* (coécrit par Charlotte Beilaïch, journaliste à Libération). ◀

IDEES/



MÉDIATIQUES

Par
DANIEL SCHNEIDERMANN

Génocide blanc, entrisme islamiste : des réalités parallèles

Qu'importe le réel. D'un côté, Trump émet à volonté des vérités alternatives qui submergent le monde, comme celle des presécurisations visant les Afrikaners. En France, à moins d'un an des municipales, l'exécutif dénonce l'entrisme des musulmans.

Dans la grande fresque de la réalité parallèle qui progressivement recouvre nos repères familiers, émergent quelques scènes canoniques. Voici par exemple l'humiliation publique en mondovision dans le Bureau ovale. Après Zelensky, c'est au tour du président sud-africain Ramaphosa. «Je ne sais pas comment il a eu mon numéro, mais j'ai décroché», commence Trump devant les caméras. Et il m'a dit, je veux venir vous voir. Toujours commencer par la bonne blague, qui signale au public qui est le dominant. Poignée de mains. Satisfaction ostensible d'être ensemble, au centre du monde. J.D. Vance remue la tête à sa place de vice-président, sur le canapé à droite de votre écran.

Et soudain la lumière s'éteint, et des vidéos sont projetées censées démontrer l'existence d'un «génocide blanc» en Afrique du Sud. «Death. Death. Death», répète Trump, en effeuillant des documents, où sont imprimées des photos d'atrocités que nous ne voyons pas, mais qu'il remet en liasse à son visiteur. Il s'agit évidemment, en lui renvoyant l'accusation suprême, d'humilier l'Afrique du Sud, qui a porté à la Cour pénale internationale une plainte pour génocide contre Israël. Rien n'atteste de la réalité de l'existence d'un «génocide anti-blancs» en Afrique du Sud. Rien, sauf cette scène du Bureau ovale, et son accompagnement de signes secondaires (ainsi l'accueil ultra-média-tisé de quelques familles blanches prétendument victimes dudit génocide, dans les jours précédents, aux Etats-Unis). Mais qu'importe la réalité. Donald Trump sait disposer d'une «planche à vérité», au sens où les Etats-Unis disposaient jusqu'à peu de la planche à billets du dollar. Une planche à émettre à volonté des vérités alternatives, et à en

submerger le monde. De même que l'Etat détenait le monopole de l'émission de la monnaie (au moins, avant les cryptomonnaies), celui qui tient la planche à récits dispose en même temps du pouvoir d'édicter que son récit est le seul valide. Tout autre n'est que fausse monnaie. Ils rêvent éveillés? Sans doute, mais un rêve partagé devient réalité. «Je suis désolé, je n'ai pas d'avion à vous offrir», tente Ramaphosa, dans une allusion au 747 Air Force One offert à Trump par le Qatar. Il a certainement lui aussi répété la scène. Peut-être s'est-il fait coacher. Il a intégré cette compétition de la blague. Mais Trump a décidé de ne pas rire avec lui. Il joue seul. Ne plaisante pas avec le premier venu, dans le Bureau ovale. «C'est dommage, répond-il platement. Je l'aurais accepté.»

Et, à un journaliste de NBC, qui l'interpelle sur cet avion cadeau, il dégaine le refrain désormais classique : «Pourquoi vous parlez de ça? Vous savez quoi? Vous devriez partir d'ici. Est-ce que NBC essaie

d'occuper ce que vous venez de voir? Vous êtes une personne horrible. Vous n'êtes pas assez intelligent pour être journaliste.» Hors du rêve, tout n'est que fausse monnaie.

Puissance moyenne, la France ne dispose pas de la planche à récits. Le pouvoir s'en bricole une à la petite semaine, avec les moyens du bord, à usage strictement domestique. Ainsi cette semaine, dans le rôle de l'épouvantail, «la charia» tient le rôle du «génocide blanc». Et dans le rôle des barbares, qui veulent «installer» la charia en France, les musulmans, et notamment «les Frères musulmans», mystérieuse secte clandestine et séculaire. Comment veulent-ils s'y prendre? Par «l'entrisme». C'est la tendance 2025.

L'an dernier, on reprochait aux musulmans leur «séparatisme». Cette année, nouveauté, c'est l'entrisme. Ils veulent pénétrer les clubs sportifs, les sorties scolaires, le bénévolat, les manifs féministes, les commerces et même, horreur, les bureaux de vote. Qu'ils entrent

ou sortent, leur compte est bon. Le bon musulman ne doit être ni trop dehors ni trop dedans. Produit par le ministère de l'Intérieur, fuité dans *le Figaro*, un «rapport choc» est immédiatement transformé en rien moins qu'un «conseil de Défense» (non filmé, il est vrai) à l'Elysée.

Sur les plateaux, s'installe la polyphonie habituelle d'envoyés spéciaux en direct devant le château, images de Retailleau traversant la rue en live pour sauver la France, brochette d'habituel, augmentée pour l'occasion d'une nouvelle figure, une curiosité : le préfet des Hauts-de-Seine (oui, un préfet à casquette, et uniforme à feuilles de chêne), qui dénonce l'entrisme jusque dans les rayons hallal des supermarchés. Partout retentit l'alerte à la charia, alors que ledit «rapport choc» spécifie en toutes lettres que «aucun document récent ne démontre la volonté de musulmans de France de faire appliquer la charia en France». Demain, ce sera un autre rêve. ▶

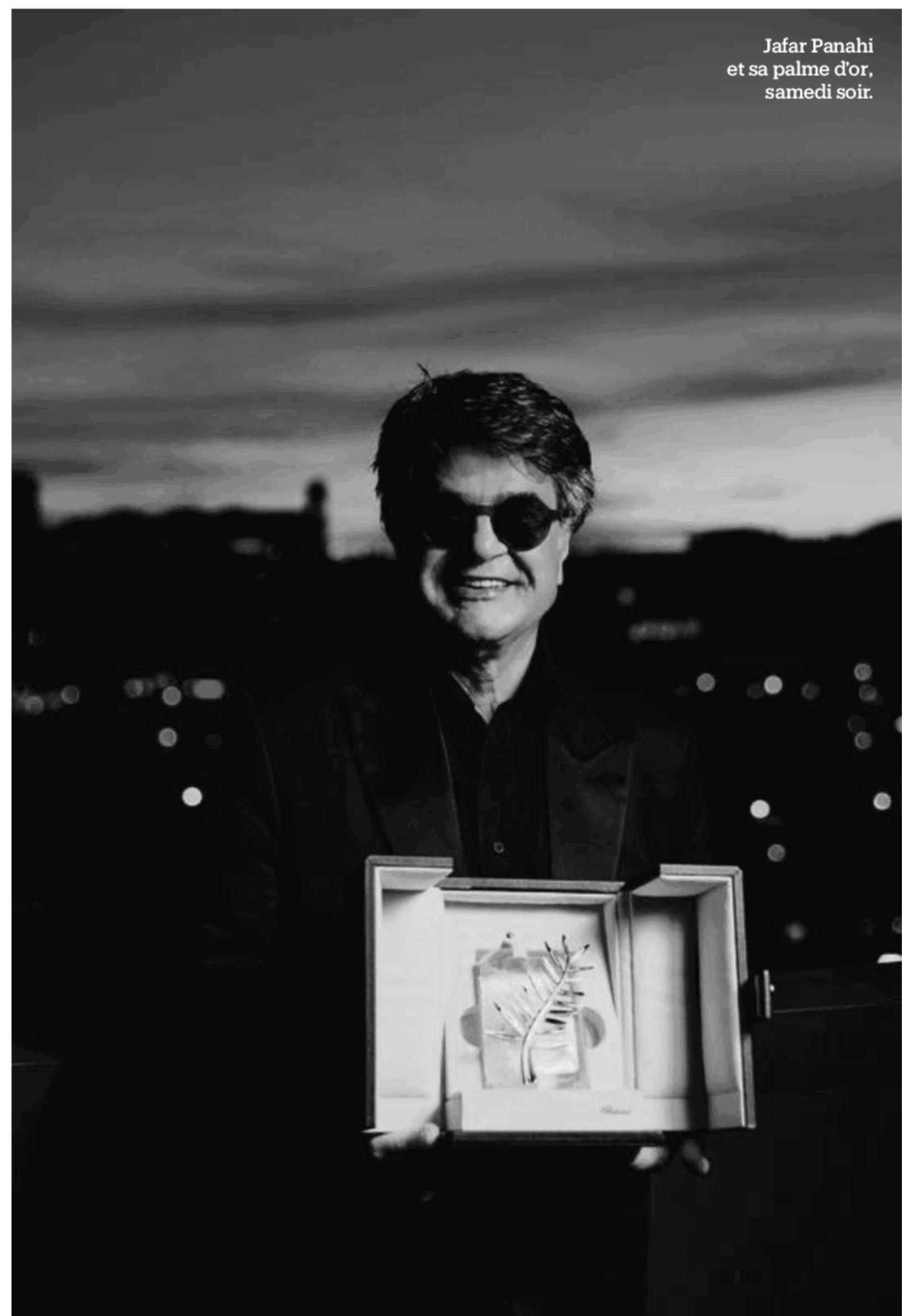
SIGNÉ COCO





CANNES

Jafar Panahi, le sacre d'un dissident obstiné



Jafar Panahi
et sa palme d'or,
samedi soir.

Le jury de la 78^e édition, présidé par Juliette Binoche, a accouché d'un palmarès mêlant gestes forts et lots de consolation, et récompensé le cinéaste iranien, réalisateur d'*«Un simple accident»*.

Par

LUC CHESSEL, ELISABETH FRANCK-DUMAS, OLIVIER LAMM, SANDRA ONANA et DIDIER PÉRON

Photos MARIE ROUGE

possibilité de passer outre, d'être léger dans la gravité de l'heure et d'envisager un avenir de réconciliation.

COUP D'ÉCLAT

Rencontré par *Libération* à l'issue d'une projection de gala triomphale, Panahi ne mâchait pas ses mots sur la décadence des hommes politiques et religieux actuellement à la tête de l'Etat iranien, une «coquille vide», des gens «ayant creusé leur propre tombe». Contrairement à son compatriote emprisonné en même temps que lui, Mohammad Rasoulof, Panahi se refuse à envisager l'exil et entend bien retourner en Iran. Il se dit même prêt à retourner en prison. Il est difficile de savoir quelles vont être les suites de ce coup d'éclat d'une palme d'or pour un cinéaste qui a déjà eu un lion d'or à Venise (*le Cercle*, un film sur la condition féminine opprimée dans son pays) et un ours d'or à Berlin (*Taxi Téhéran* dans lequel Panahi jouait). La récompense fonctionnera-t-elle comme une protection diplomatique ou l'exposera-t-il à une vindicte d'autant plus violemment qu'il porte avec une intensité et une légitimité décuplée, aussi bien par la fiction que ses interviews, un message de dissidence intérieure? Cette palme remise par la présidente du jury, Juliette Binoche, n'est pas totalement une surprise. En 2010, l'actrice déjà montait sur scène à Cannes pour recevoir le prix d'interprétation féminine pour son rôle dans *Copie conforme* d'Abbas Kiarostami et réclamait la libération du cinéaste emprisonné la

«C'est le moment de demander à tous les Iraniens de toutes opinions en Iran et dans le monde entier: mettons tous nos problèmes et nos différences de côté, le plus important c'est notre pays et la liberté dans notre pays. Que personne n'ose nous dire ce qu'il faut mettre comme vêtements, ce qu'il faut dire, faire ou ne pas faire.» En recevant la palme d'or des mains de Cate Blanchett pour *Un simple accident*, le cinéaste Jafar Panahi, gardant ses lunettes noires, identiques à celle de celui qui fut son maître, Abbas Kiarostami, a enfoncé le clou qu'il espère décisif sur le cercueil du régime iranien. Principal artiste opposant au régime des mollahs au fil d'une carrière de plus de trente ans, il signe le plus violent et direct réquisitoire qu'il pouvait imaginer après sept mois d'incarcération à la prison d'Evin.

Le film raconte l'enlèvement d'un geôlier et tortionnaire par ses victimes qui hésitent d'abord sur son identité puis sur le sort à lui infliger. La rage qui anime les personnages est tempérée par le sens comique de Panahi, une équipée traversée par les traumatismes politiques et sociaux d'un pays sous pression qui tout en agonissant d'injure le guide de la révolution («grosse merde») s'ouvre sur la

première fois, et bientôt interdit de tourner et de quitter le territoire. La mobilisation du monde du cinéma à l'époque avait été importante, avec une pétition de soutien signée notamment par Isabelle Huppert, Paul Thomas Anderson, Francis Ford Coppola, Robert De Niro, Jim Jarmusch, Steven Spielberg... Libéré sous caution, Panahi n'écouterait pas alors les messages de prudence que lui dicteront nombre de ses proches et enchaînera avec des films toujours tournés clandestinement et parfois avec pour seul décor son salon (*Ceci n'est pas un film*). Cela, jusqu'à ce *Simple Accident* de contre-attaque post-déten- tion et grève de la faim, nourri par les jours à 40 dans une cellule d'opposants politiques, dont il estime aujourd'hui qu'il doit leur payer une dette dès sa libération : filmer pour protester, et précipiter par son obstination et ses refus de plier la chute définitive de ceux qui l'auront harcelé toute sa vie.

PAIX DES BRAVES

Pour le reste de la soirée, le discours entortillé de Claude Lelouch venu remettre le prix de la mise en scène en commençant par assurer que «*tout est relatif, encore que !*» a servi de manifeste à ce palmarès bizarre et indécis, pesamment masculin, entre lauréats ex aequo et prix ad hoc, diluant les gestes forts avec des lots de consolation. Une telle palme politique, capable de mettre d'accord tout le monde, semble avoir été à même de rassembler un jury venu d'univers très différents (de Hong Sang-soo à Halle Berry), qu'on peut donc imaginer avoir rencontré des difficultés à s'entendre, et voulu ratisser le plus large possible pour n'oublier personne et organiser la paix des braves.

Un «prix spécial» créé pour l'occasion a ainsi été remis en début de cérémonie par Binoche à *Résurrection* de Bi Gan, troisième long du prodige chinois né en 1989 après son coup de génie *Kaili Blues* (2015) et le coup de baguette magique *Un grand voyage vers la nuit* (2018). Ce film-fleuve de 2 h 40, sublime de prétention et d'invention, avait atterri in extremis sur la Croisette en fin de festival, tout juste fini après un tournage et montage au long cours, pour nous renverser sur nos sièges. Ses cinq parties et un épilogue, autant de morceaux de bravoure, voyagent à travers les époques du XX^e siècle et les styles de mise en scène, naviguant entre onirisme et pastiche, sorcellerie et prestidigitation. Il médite sur le passé et l'avenir de son art à la façon d'un *Holy Motors* revenu de plus loin que *Blade Runner*. Dans *Résurrection*, le cinéma fond (littéralement), et le jury aura assez fondu pour lui pour ne pas le laisser rentrer complètement bredouille.

SURGISSEMENT SAUVAGE

Quant au prix du jury ex aequo entre le dément *Sirat* d'Oliver Laxe (notre palme *Libé*) et le pensum *Sound of Falling* de Mascha Schilinski, il sonne un peu comme un exemple de diplomatie ou d'incohérence, au choix. Projecté au tout début du festival, *Sound of Falling* est

une démonstration de force par une toute jeune réalisatrice allemande, une fresque paysanne sur quatre générations à l'intérieur d'une même ferme, de la ruralité en sabot au début du XX^e siècle jusqu'à la végétation campagnarde aujourd'hui. Quatre personnages féminins, de l'enfant à la jeune femme, se confrontent à toutes sortes de situations déplaisantes ou tragiques, selon un schéma narratif qui entend décrire une condition d'opprimée ou d'ombre mais en forçant systématiquement le trait sur la noirceur que le film en devient à la fois artificiel et irrespirable.

Bref, rien qui ne paraissait pouvoir s'apparier logiquement avec *Sirat* d'Oliver Laxe. Film de malade mental, «une bombe», «*pardon mais c'est permis de faire ça ?*», on aura tout entendu à son sujet ces dix jours, et pourtant si peu épousé le mystère féroce du film – lui qui laissait en état de torpeur totale en sortant de la séance, foudroyés par l'évidence qu'il nous était arrivé quelque chose, et n'a jamais quitté les sujets de conversation, bien que projeté en début de festival. Comment pourra-t-il garder intact cet effet de surgissement sauvage d'ici à sa sortie en salles? C'était la première fois que le prodige espagnol accédait à la compétition pour la palme d'or, après trois premiers longs métrages passés par les sélections parallèles (*Vous êtes tous des capitaines, Mimosa*) ou à Un certain regard (*Vendra le feu*). Sortie début septembre. Vous n'êtes pas prêts.

MAESTRIA CRIANTE

Avec le grand prix attribué à *Valeur sentimentale*, sixième long métrage du Norvégien Joachim Trier, le festival a choisi de récompenser un cinéma à l'ampleur classique, dérou-

lant une fresque familiale au cœur d'une maison qui devient le cadre d'un tournage en devenir rêvé par Gustav (extraordinaire Stellan Skarsgård) cinéaste septuagénaire vivant sur un passé glorieux. Il cherche à revenir sur le devant de la scène et auprès de ses deux filles, Agnes (Inga Ibsdotter Lilleaa) et Nora (Renate Reinsve) comédienne de théâtre à qui il propose un rôle dans son nouveau projet. Très maîtrisé et presque calibré pour Cannes, avec son interrogation des liens entre l'art et la vie qui offre au cinéma les pouvoirs d'une puissante rédemption, il nous a emballés grâce à une incroyable scène d'ouverture décrivant la crise de panique de son personnage principal avant d'entrer en scène. Sa maestria, criante, en aura fait un grand prix incontestable, quoiqu'un poil consensuel dans un palmarès comptant d'autres objets autrement jusqu'au boutistes.

A la fois inattendu et trop attendu : le prix du scénario est revenu aux Dardenne (le deuxième de leur carrière), déjà lauréats de deux palmes d'or à ne plus savoir où les ranger. Il distinguait *Jeunes Mères*, premier récit chorale d'une longue filmographie bâtie sur des personnages seuls à l'épreuve du monde social. Le scénario n'est pourtant pas le point fort de ce quatorzième long métrage (déjà en salles), qui croise les trajectoires de quatre ados mineures dans un centre pour mères en difficulté, et emporte surtout l'émotion dans les imprévus faufilets à travers ses épaisseurs narratives. Un double plus que mérité prix d'interprétation masculine et prix de la mise en scène a été remis au génial *l'Agent secret* de Kleber Mendonça Filho (auteur des bien-aimés *Bacurau*, *Aquarius* ou *les Bruits de Re-*



Nadia Melliti, Hafzia Herzi et Ji-Min Park.

cife), en effet entièrement issu des étincelles produites par la rencontre entre deux virtuosités, celle du filmeur et celle du filmé. C'est peu de dire que l'acteur brésilien Wagner Moura, caméléon hallucinant (découvert dans un film d'action viriliste, *Troupe d'élite*, puis dans la série Netflix *Narcos* en Pablo Escobar plausible des pieds à la langue) porte le film, ou danse avec, doux et intrépide à la fois, proie et héros d'une tragédie transie de joie paradoxale. La caméra de KMF le serre de près sans craindre de le quitter aussi pour s'adonner à son art du détournement et de la digression, et filer à travers la ville de Recife étouffée par la dictature militaire en 1977. Mendonça Filho a ébauché le scénario de *l'Agent secret* alors qu'il était en exil politique en France, ayant décidé de fuir le Brésil après l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro. Son histoire, traitée sur le mode romanesque, de scientifique en cavale, menacé de mort après la fermeture de son unité de recherche, est en soi un acte de résistance contre ceux qui manipulent l'histoire et la réalité. Un grand film politique et cinéphile sur la mémoire et la liberté, saturé de plaisir formel, qui porte autant la douleur de ceux qui subissent la répression que la détermination de ceux qui résistent : en vivant, en s'aimant, en s'aidant, se serrant les coudes, en allant au cinéma, art brillant de la clandestinité.

PREMIER RÔLE MAGNÉTIQUE

Un beau prix d'interprétation féminine récompense Nadia Melliti, 23 ans, qui n'avait jamais joué auparavant et tient le premier rôle magnétique de *la Petite Dernière* d'Hafzia Herzi (déjà lauréat de la Queer Palm), d'après le roman autobiographique de Fatima Daas. Il fallait du cran pour porter à l'écran ce



L'équipe de *Sirat*, d'Oliver Laxe, palme d'or de Libération.

CULTURE/

THE BLESSED MADONNA

«L'art, le vrai, peut rendre vulnérable, faire enrager»

Positions politiques, mutation pop, affirmation de son identité non binaire... La DJ et productrice américaine, de retour à Lyon samedi pour le festival Nuits sonores, raconte à «Libé» son évolution au cours des dix dernières années.

Recueilli par
BRICE MICLET

Je suis de bonne humeur ce matin.» Devant son ordinateur, en ce début d'interview à distance, The Blessed Madonna profite de voir son visage à l'écran pour y mettre un peu de crème et terminer sa routine matinale. La DJ et productrice américaine – de passage à Lyon samedi pour le festival Nuits sonores – n'a pas grand-chose à voir avec les stars internationales du dancefloor lissant leur image pour ne pas mettre leur business en péril. Avant de passer aux questions sérieuses, il y a le «chit chat», l'informel, la rencontre. Elle y tient. Marea Renee Stamper, de son vrai nom, native du Kentucky, aime savoir à qui elle a affaire. Pas par méfiance, mais par «empathie». Ce mot reviendra de nombreuses fois durant cet entretien dévoilant, derrière la légè-

reté, une vraie révoltée, une anti-fasciste farouche, une ancienne punk ayant peu à peu glissé vers la dance music et la pop, et qui a publié son premier album, *Godspeed*, à l'été 2024, à l'âge de 46 ans. Le single *Edge of Saturday Night*, en collaboration avec Kylie Minogue, a été un beau carton.

Mais elle a passé l'âge d'arrondir les angles. Active depuis le milieu des années 2000, auparavant connue sous le nom de

The Black Madonna, elle a joué dans le monde entier, habité des villes qui, à l'échelle des musiques électroniques, font office d'épicentres comme Chicago, puis Berlin, Londres désormais, s'y est imposée comme l'une des artistes les plus prisées. Pourtant, et malgré la décontraction affichée, elle semble attentive, presque préoccupée par l'image qu'elle renvoie. Les notions de réussite et de travail sont sans

INTERVIEW

cessé mises en avant, comme des protections face aux attaques que ses positions politiques en faveur du mouvement Black Lives Matter, qu'elle promeut et auquel elle donne de l'argent, sa défense explicite des minorités de genre et l'affirmation de son identité non binaire ont provoquées ses dix dernières années. La crème disposée, la glace brisée, elle achève de s'installer. «Allez, ça sera une interview sans lunette, aujourd'hui.» Soyons fous.

Lorsque vous viviez à Berlin au début des années 2010, vous avez accédé très soudainement à la notoriété, vous rappelez-vous de cette période ?

La première fois que j'ai voyagé hors d'Amérique, c'était pour aller jouer au Panorama Bar à Berlin. Je n'avais même pas de passeport. Il y avait tout une mythologie autour de cette ville, c'était fabuleux. J'ai

eu l'occasion de jouer vers 19 heures le dimanche, qui est l'un de mes créneaux préférés, et ce pendant six heures. Juste après ça : boum ! Tout a changé. J'avais été pauvre durant toute ma vie, et avoir de l'argent sur mon compte en banque a été le premier grand changement, il faut bien l'avouer. J'ai pu quitter mon travail et me lancer dans le DJing.

Aviez-vous toujours espéré ce moment ?

(Elle réfléchit longuement) Les gens disent souvent qu'il ne faut pas espérer grand-chose de la vie, l'ambition est assez mal perçue. Mais il faut avoir de l'ambition. Dans le Kentucky, d'où je viens, le basket est très important. Ceux qui deviennent bons ne le deviennent pas par accident. J'ai toujours voulu devenir quelqu'un. C'est une pulsion, une décharge électrique, on ne la contrôle pas. Ces dix dernières années, j'ai suivi une discipline très

stricte. Il n'y a rien d'accidentel. Je ne crois pas en la chance. Au début de ma carrière, je cumulais deux boulot et le soir, je travaillais sur ma musique. Quand j'ai monté mon label, je bossais douze heures par jour, je rentrais chez moi et je faisais de la musique, tout le week-end également. C'est une bénédiction que d'en vivre, mais la bénédiction est très différente de la chance. Mixer à Chicago dans les années 2000 ? Pfff... Il n'y avait que très peu de clubs pour beaucoup de DJ, c'était très difficile. Devenir résidente aux côtés de Frankie Knuckles ? Je veux bien être humble, et je pense que je le suis. Mais je ne crois pas aux miracles.

Est-ce également effrayant de voir sa vie changer si subitement ?

J'étais terrifiée. Triste, également. J'avais le mal du pays. Je n'étais pas préparée à la notoriété, ça n'est pas quelque chose de normal. Et puis,





The Blessed Madonna,
vraie révoltée,
antifasciste farouche
et ancienne punk.

PHOTO EVA PENTEL

sonnette d'alarme, et la plupart restent sourds.

En tant que personne queer, c'est très concret pour vous...

Il vient un moment où chacun doit se mettre à la hauteur de l'enjeu et prendre ses responsabilités. Il n'existe pas de méthode parfaite, le système empêche d'agir sur l'entièreté du problème. Il faut en choisir un aspect et s'y consacrer. Mais on a l'occasion de répondre à l'urgence, à l'histoire. C'est une bénédiction que de pouvoir faire quelque chose de difficile et de terrifiant afin d'aider les autres. Beaucoup de gens ont fait preuve de bravoure dans l'histoire, dans votre pays, dans le mien. Ils ont fait ce qu'ils avaient à faire pour protéger la liberté. Aujourd'hui, il y a urgence.

Ressentez-vous concrètement les incursions de la droite dure, de l'alt-right et de l'extrême droite dans la culture club ?

Oui, surtout ceux de l'alt-right. Ils ne se soucient pas de l'histoire de ces cultures. Il y a des problèmes de transphobie, d'homophobie dans les clubs, c'est récurrent. La réélection de Donald Trump a lâché les chiens. Ça me fait peur. J'ai toujours été quelqu'un de sympathique. Mais je viens aussi de la scène punk. Aux Etats-Unis, il y a toujours des mouvements nazis assez importants. Je vais vous dire comment on traitait le problème: on crevait leurs pneus, on les pourchassait dans la rue. Peu importe qui tu étais, la plus petite meuf ou le plus balèze des mecs, tu pouvais leur balancer un verre dans la tronche, une bouteille, des glaçons... Une fois qu'on avait fait ça, il n'y avait plus un seul connard portant un tee-shirt avec une svastika dans nos soirées. Ça a été vite fait.

Généralement, je suis non-violente, pacifiste. Mais si je me promène dans la rue et que je vois quelqu'un faire le salut nazi, je vais prendre le premier truc qui me tombe entre les mains et le frapper avec. Je suis une antifasciste. Un jour, j'étais à une soirée avec un ami qui est gender neutral. Et une bande de types, qu'on pourrait désormais qualifier de Proud Boys [mouvement néofasciste nord-américain prônant le suprémacisme blanc, ndlr], ce sont acharnés sur lui, il a failli mourir. J'ai pris des coups, je me suis cassée le bras. J'étais comme une mère qui protégeait son petit, dans un état second. Et j'ai encore des marques. Frapper un homme adulte n'est pas quelque chose que j'aurais pensé faire un jour. Mais ces gens ne peuvent se voir accorder un instant de répit. ➜

à chaque fois que je faisais quelque chose dont j'étais fière, il y avait une punition, notamment sur Internet. Certains proches commencent à parler de toi comme si tu étais un concept, c'est assez dur à vivre. Bob Dylan disait dans une chanson : «*People see me all the time/And they just can't remember how to act.*» Il y a quelques années, j'ai été programmée à un événement qui était en fait soutenu par une entreprise ayant des intérêts dans le secteur des données militaires. Je ne le savais pas, ça n'était pas indiqué dans mon contrat. J'ai tout de suite annulé. Mais des gens avaient déjà commencé à m'insulter. Une femme sur les réseaux m'a dit : «*On ne savait plus si tu étais toujours de notre côté.*» Qu'est-ce que ça veut dire? Ça isole.

Il y a une démarche pop assez évidente dans votre premier album paru en 2024, que pensez-vous de ce terme?

Il est pertinent. En même temps, lorsque j'invite Kylie Minogue sur le single, comment pourrait-il en être autrement? Cette couleur musicale vient du fait que j'écris les textes, que je compose, que je produis et que même si je viens des musiques électroniques, j'adore l'idée de créer des chansons, m'occuper des arrangements vocaux. Certains des plus grands albums de l'histoire sont des albums de pop dance.

Vous parlez d'art, notion parfois opposée à celle de divertissement. Mais dans la dance music, divertir les gens est extrêmement important, presque un principe, non? Comment concilier les deux?

On chante ensemble, on danse ensemble, c'est vrai, et c'est notre métier que de faire en sorte que le public passe une bonne soirée. Mais c'est aussi notre métier que de le mettre mal à l'aise. Certains DJ ne

mettront jamais qui que ce soit mal à l'aise de toute leur carrière. Ce ne sont pas des artistes. L'art, le vrai, peut rendre vulnérable, faire enrager... Je vais être honnête : dans la dance music et la techno, qui sont les domaines dans lesquels j'évo-

«**On chante ensemble, on danse ensemble, c'est vrai, et c'est notre métier que de faire en sorte que le public passe une bonne soirée. Mais c'est aussi notre métier que de le mettre mal à l'aise.**»

lue, il y a 80 % de lâches qui n'ont pas l'ombre d'une idée. Les pires sont ceux qui sont déjà très riches mais qui ne font rien qui puisse nuire à leur image. Ils capitalisent. On ne les entend jamais lorsqu'il s'agit de s'opposer au fascisme, de défendre les personnes trans. Il faut bien comprendre une chose: aux Etats-Unis, en ce moment même, ils attaquent les personnes trans, ils veulent les voir disparaître. Tout le monde dans le milieu dit respecter les racines noires et queer de la dance music, mais la plupart mentent. J'ai donné de l'argent au mouvement Black Lives Matter bien avant qu'il ne prenne une dimension mondiale. Ça se sait. Des artistes viennent me voir en me demandant ce qu'ils peuvent faire à leur tour. Juste, faites-le! Comment un DJ américain ou européen peut-il ne pas être effrayé par ce qui se passe actuellement aux Etats-Unis? On tire la

En concert au festival Nuits sonores, à Lyon, samedi.



La Cité internationale des arts, imaginée par Simone et Félix Brunau en 1937. PHOTO MAURINE TRIC



Vue de l'exposition *D'ici 60 ans : relayer*, par la commissaire Ana Janevski. PHOTO MARTIN ARGYROGLO

La Cité internationale des arts, sommité d'accueil

Refuge utopiste et essentiel avec ses lieux de vie et de travail répartis sur deux sites parisiens, la plus importante résidence d'artistes au monde fête cette année ses 60 ans.

Imaginez deux villes dans la ville, minuscules enclaves régies par leurs propres lois, l'une posée au pied de la Seine, dans le Marais, l'autre au chevet de la butte Montmartre. Imaginez à présent des artistes venus du monde entier, un millier chaque année, plus de 35 000 depuis l'ouverture des deux sites en 1965 et 1971, cohabitant en bonne harmonie dans cette auberge espagnole.

Rouvrez les yeux : cette utopie existe. La Cité internationale des arts a parfois des airs de chimère. Alors que les artistes et curateurs

affiliés au programme étasunien «diversité équité inclusion», décreté inconstitutionnel par Donald Trump lors de son investiture, devront bientôt chercher refuge ailleurs, la Cité des arts à Paris, elle, a fait de l'hospitalité sa boussole. C'est la plus importante résidence d'artistes au monde.

Melting-pot. Rêvée dès 1937 quand Paris accueillait l'Exposition universelle et rivalisait encore avec les Etats-Unis, mais sortie de terre seulement en 1965, avec l'appui de Malraux et de la mairie de Paris (qui

signe un bail emphytéotique pour accueillir le bâtiment du Marais), la Cité internationale des arts fête cette année ses 60 ans. Imaginée par l'architecte Félix Brunau et sa femme Simone Brunau, choyée par cette dernière jusqu'en 2021, la résidence s'est construite sur un modèle économique inédit : les 326 ateliers-logements abrités sous son toit sont financés par différents partenaires. Ils sont 135 au total : des Etats étrangers, des organismes internationaux, des associations, du public, du privé... Un vrai melting-pot. Et du coussu main pour chacune des résidences, qui ensemble dessinent une sorte de mini-Organisation des Nations unies implantée incognito sur la scène parisienne. «C'est miraculeux mais aussi très fragile», estime la directrice Bénédicte Alliot, aux manettes depuis 2016. «Une telle diversité de partenaires nous garantit une vraie liberté, c'est une économie très intéressante, même si on n'est pas l'abri d'entrer dans des périodes plus difficiles.»

Après avoir mené un important chantier de restauration des ateliers, la directrice et son président (l'ex-directeur du Louvre Henri Loyrette) se projettent désormais dans un autre projet qui vise lui aussi à consolider les fondements de la Cité : la «*mise en récit*» de cette histoire hors norme, un peu passée sous les radars, à travers la constitution d'une «*archive vivante*». La petite exposition-documentaire qui vient d'ouvrir ses portes à côté de l'auditorium du site de Pont-Marie, restauré lui aussi, en est un nouveau chapitre. Elle met l'accent sur les artistes femmes (aujourd'hui 58% des effectifs) passées par la Cité.

Méconnue du grand public – et pour cause, c'est avant tout un lieu de vie et de travail – la Cité ouvre néanmoins ses portes tous les mercredis soir. L'occasion de rendre visite dans leurs ateliers aux plus de 300 artistes, toutes disciplines confondues, qui y séjournent simultanément pour des durées plus ou moins longues (entre deux mois et deux ans). En ce moment, la Cité accueille par exemple l'artiste performeuse iranienne Anahita Hekmat, la peintre argentine Ad Mioniti, la cinéaste grecque Angeliki Papoulia, le vidéaste américain Ben Russell, le chorégraphe sénégalais Babacar Mané ou la commissaire saoudienne Basmah Felemban. Et une tripotée d'artistes français (20% du contingent), de Benoît Piéron à Carla Adra.

La responsable de la programmation culturelle, Natasa Petresin-Bachelez, y présente également des expositions, dont la réjouissante *les Défricheuses* qui, autour

de la figure centrale de Delphine Seyrig, revenait en 2023 sur l'émanicipation féminine et l'appropriation d'outils encore non genrés comme la vidéo. Ce printemps, avec la complicité de la commissaire Ana Janevski, avec qui elle partage la particularité de venir d'un pays qui n'existe plus, la Yougoslavie, elle signe une exposition intitulée *D'ici 60 ans : relayer*. Et s'interroge sur la durabilité des trois valeurs cardinales de la Cité des arts : «*hospitalité*», «*convivialité*», «*dialogue intergénérationnel*» et la nécessité de continuer à créer des «*espaces sûrs*».

Soft power. L'art comme refuge donc. A la Cité, c'est le cas très concrètement pour la cinquantaine d'artistes en situation d'exil : des plasticiens, cinéastes, musiciens ukrainiens, belarus, jordaniens, afghans, libanais, palestiniens. Accueillis au sein de programmes soutenus conjointement par la ville de Paris, le ministère de la Culture ou des associations comme France Terre d'asile, «ils bénéficient de dispositifs d'accueil plus longs le temps de faire les démarches de droit d'asile», précise Bénédicte Alliot. Dans des situations moins critiques, certains, qu'elle appelle les «*artistes empêchés*», ont seulement besoin de respiration, avant de repartir dans leur pays.

Dans une «capitale redevenue internationale, il était également important de faire entendre des voix qu'on entend moins en Occident. Nous avons mis en place de nouveaux partenariats pour faire de la place aux artistes autochtones du Québec ou d'Australie», explique encore la directrice de la Cité, qui a aussi mis l'accent ces dernières années sur les scènes ultramarines jusque-là sous-représentées : «Nous accueillons actuellement 25 artistes ultramarins contre 2 en 2016.»

Outil de soft power discret, la Cité soigne son carnet d'adresses. L'Algérie, avec qui les relations diplomatiques se sont tendues ? «On travaille main dans la main avec le ministère des Affaires étrangères et l'Institut français d'Algérie», assure Bénédicte Alliot. L'épineuse question des visas ? «On sent que ça se durcit au niveau de leur obtention, pour les artistes venant d'Afrique de l'ouest notamment», concède-t-elle. La directrice de la Cité veut néanmoins croire à la pérennité de cette discrète utopie : «Face aux crispations tragiques auxquelles nous faisons face, faire travailler ensemble tout ce beau monde, composer avec les dissensus et les dépasser, c'est encore une possibilité ici.»

CLAIRE MOULÈNE

CULTURE/

Six ans après sa dernière sortie, le duo de frères britanniques revient avec un vibrant cinquième album, mêlant sonorités pastorales voire mystiques, vacarme industriel et ténèbres.

Un chant soprano d'enfant de chœur, un orgue de cathédrale, des cloches qui tintinnabulent jusqu'à l'hypnose extatique : le cinquième album des Anglais de These New Puritans, *Crooked Wing*, procure d'abord la sensation d'être aspiré dans la nuit médiévale et lancinante d'une crypte perdue. Les jumeaux Jack et George Barnett, allure de sacristains chics mis en beauté par Hedi Slimane, jouent depuis une vingtaine d'années une partition qui n'a pas d'équivalence, et qu'ils brûlent de surcroît à chaque album pour en réécrire les règles et remanier l'ordonnance sonore.

Si le précédent album, *Inside the Rose*, sorti il y a six ans, se terminait sur une voix d'angélot, exactement comme débute *Crooked Wing*, le duo renonce cette fois à marcher sur les terres rebattues d'un sous Depeche Mode coincé du costard pour ouvrir à nouveau un champ sensoriel qui n'appartient qu'à lui, représentant le chantier là où *Field of Reeds* (leur masterpiece de 2013) s'était arrêté.

Acrobate. Graham Sutton, des vétérans de l'Essex de Bark Psychosis, est de retour à la production, tandis que l'omniprésente Caroline Polachek passe une tête sur le gracieux *Industrial Love Song*, après avoir fait offre de service par mail. *Crooked Wing* déploie ainsi toute la gamme dont ce groupe perpétuellement à cheval entre tumulte et quiétude est l'austère dépositaire. Jack Barnett, qui a eu la révélation liminaire des atmosphères de l'album en entendant le son d'une cloche dans une église orthodoxe en Grèce, dévoile un peu de la démarche empirique sur laquelle



Les jumeaux Jack et George Barnett, allure de sacristains chics, jouent une partition qui n'a pas d'équivalence. PHOTO HEDI SLIMANE

Avec «*Crooked Wing*», These New Puritans cloche toutes les cases

le groupe construit ses édifices : «Je ne me sépare jamais de mon équipement de prise de son, et cette cloche d'apparence banale s'est révélée, à mon retour en Angleterre, contenir un accord particulier, qui amorçait non seulement une chanson mais sans doute aussi tout l'album. Pour chacun de nos projets, j'ai besoin de partird'une forme de chaos, et petit à petit de ce chaos se met en place une sorte d'agencement que je n'aurais jamais pu prémediter.»

Originaires de Southend-on-Sea, une partie de l'Essex (à l'est de Londres) où se côtoient des églises et des usines, les jumeaux ont grandi écartelés entre le mysticisme des campagnes et le vacarme industriel dont ils ont tiré la substance conflictuelle de leur musique, faite de chants étirés en prières et de percussions métalliques, entre recueillement pastoral et roulements de mécaniques,

ce que George Barnett résume concernant le nouvel album comme un tiraillement entre «le sublime et la crasse» et que l'époustouflant tour de force *A Season in Hell* illustre à merveille. «Peut-être sommes-nous conditionnés à vie par ce que nous avons ressenti étant jeunes, poursuit Jack Barnett. Je ne cherche pas à tout expliquer rationnellement, je laisse ça aux autres. J'entends par exemple que l'on cite souvent Steve Reich à propos de notre musique, un musicien auquel je ne pense pas forcément en travaillant, mais je me suis souvenu que j'avais acheté un CD de Reich quand j'étais ado, et il me semble probable que sa musique ait pu infuser en moi sans que je ne m'en rende compte.» On songe aussi selon les plages à cette galerie d'esthètes du silence dont l'Angleterre a toujours su renouveler l'espèce, de Robert Wyatt à David Sylvian ou Mark Hollis, jusqu'au Scott

Walker tardif de *Bish Bosch*. On était loin d'imaginer en revanche, à l'écoute de *Crooked Wing*, que le cirque avait pu tenir lieu d'influence, même minimale, en raison d'une expérience vécue par Jack Barnett, dont la fiancée acrobate l'a entraîné en tournée avec une compagnie de cirque sud-africaine. «J'ai eu accès à une autre forme d'hypnose que celle qui provient de la musique, à force de voir ce spectacle tous les jours, voire plusieurs fois par jour. C'était une manière très nouvelle pour moi de laisser dériver mon esprit, de commencer à écrire ou de laisser éclore des idées qui ne seraient pas venues autrement.»

«Cartoon». Certains des titres de l'album, influence ou non des figures de voltige, possèdent en tout cas cette grâce instable conjuguée à des mouvements d'amplitude aérienne (l'angélique *I'm Already Here*) dont pro-

fite le disque le moins claquemuré de These New Puritans.

Il s'agit aussi d'un album hautement habité par on ne sait quelles ténèbres, qui vibre d'une étrange inquiétude sous sa belle carapace, avec pour point culminant la fausse berceuse *Goodnight* et ses voix horribles qui troublent le ballet de cuivres et d'orgues : «J'avais cette image en tête de petites créatures, comme des personnages de cartoon, dans un terrain vague déserté. Cela vient probablement des images de l'Ukraine, où on découvrait ces paysages ressemblant à ceux de la Première Guerre mondiale, avec ces étendues de terres abandonnées, ces arbres cisaillés par les tirs d'artillerie. J'imaginais ces personnages naïfs qui se retrouvaient à traverser ce monde dévasté en quête d'une lueur d'espoir.»

Naviguant dans les océans multiples de la performance

multimédias, notamment à travers les créations de George Barnett, batteur mais aussi plasticien en charge de tout l'attrail visuel du groupe, des clips jusqu'aux spectacles présentés à Beau-bourg comme au Barbican au cours de la dernière décennie, ils ont tapé dans l'œil de David Lynch, qui les invita juste avant la pandémie au Manchester International Festival dont il assurait la programmation. On ne saura jamais ce qu'aurait pu donner une collaboration plus directe, même si bien des passages de l'album ne galvauderaien pas le qualificatif lynchien dont tout et n'importe quoi se pare désormais. Parmi les vivants, il reste un cinéaste qui a leur faveur et dont on ne sait si la réciprocité est vraie, c'est Leos Carax. L'invitation est lancée.

CHRISTOPHE CONTE

CROOKED WING de THESE NEW PURITANS (Domino)

La bûcheuse de la liberté

Anastasia Colosimo L'ex-conseillère com de l'Elysée, croyante et patriote, défend une totale liberté d'expression.



Il est rare que les conseillers élyséens se laissent tirer le portrait. Quand ils sont en charge, ils s'obligent à une stricte discréction. Hors de question d'apparaître en der de *Libé* où il faut montrer patte blanche et afficher son frais minois. Quand ils s'éloignent de la rue du Faubourg Saint-Honoré, soit ils se lancent en politique et deviennent vite demandeurs, soit ils rejoignent des grandes entreprises privées ou des institutions publiques et se retranchent derrière un prudent quant à soi. Anastasia Colosimo fut conseillère communication internationale entre janvier 2023 à février 2025, moment de crises inusitées en Ukraine et à Gaza. On l'a croisée à *Libération* où elle rendait visite à sa sœur journaliste. Elle venait de quitter l'Elysée et a dit «oui» sans difficultés à l'invite lancée à la volée, scandant son acceptation d'un entretien de ballerine en souvenir de ses dix-sept ans de danse classique. Le personnage est intrigant. A 35 ans, elle a déjà vécu de nombreuses vies. Adolescente, elle s'épanouit dans l'étude du latin et du grec au lycée Henri-IV. A 24 ans, elle enseigne déjà la théologie politique à Sciences-Po. A 27 ans, elle publie un essai sur le blasphème. Cette brillante défense de la liberté d'expression

LE PORTRAIT

s'avère cruciale pour la compréhension des attentats contre *Charlie Hebdo*. Sur les plateaux télé, sa parfaite élégance et la vivacité de ses démonstrations font impression. Elle aurait pu s'installer à demeure dans les habits d'une intellectuelle médiatique, tant les talk-shows sont friands de jeunes cerveaux et de beaux parleurs. À épisodes réguliers, elle aurait rédigé un pamphlet d'actualité, tout en poursuivant sa carrière universitaire. Mais elle brûle de se retrouver au cœur de la machinerie du pouvoir au lieu de se contenter d'en détailler les rouages. Elle rejoint New York et le cabinet de conseil en communication de Richard Attias, le mari de Cécilia ex-Sarkozy. Elle participe à l'organisation de sommets internationaux et rencontre divers chefs d'Etat. Elle passe beaucoup de temps en Arabie Saoudite et contribue à sa mesure à l'ouverture compliquée du pays. Jamais voilée pendant ses séjours à Riyad, elle est fière d'avoir organisé «la première conférence de philosophie du pays». La première fois qu'Anastasia Colosimo rencontre Emmanuel Macron, il n'est encore que ministre de l'Economie de François Hollande. Face à lui, elle développe son propos sur le danger

des lois mémorielles et la victimisation qu'elles encouragent et dont profitent les fondamentalistes. Après deux ans de collaboration, elle décrit le «PR» avec une aménité prévisible qui, pourtant, ne semble pas forcée : «C'est un hypermnésique qui a une connaissance des sujets impressionnante. Il y consacre sa vie. Il fait preuve de sang-froid et sait prendre des risques. Il a une pensée complexe qu'il est capable de faire évoluer.» Elle s'est aussi fait remarquer par quelques saillies bien senties et une langue verte peu en usage dans ce genre de fonction. Quelques journalistes s'en sont émus. En réponse, elle fait valoir son goût pour le second degré et les répliques à la Audiard. Peu adepte du politiquement correct, elle concède pouvoir utiliser «un langage fleuri» et craint «qu'on ne s'ennuie quand tout sera aseptisé». Une de ses interlocutrices précise : «Elle peut t'engueuler, mais ensuite elle passe à autre chose. Elle n'est pas rancunière et ne fait pas de coups en douce.» Pour autant, Anastasia Colosimo articule une vive critique des médias : «Je déplore l'instantanéité permanente et la recherche du scoop. Et je me méfie des donneurs de leçons.»

Elle vient d'emménager dans les beaux quartiers, près de l'Elysée. Elle loge sous les toits en célibataire qui s'inquiète du temps qui passe, voudrait des

enfants et nous demanderait presque de passer une petite annonce en ce sens. Elle a rejoint Ellipse que dirige Olivier Picard. L'entreprise de 200 salariés est, dit-elle, «une pépite française qui vend des infrastructures stratégiques aux pays émergents». En clair, des hôpitaux, des data centers ou des champs de panneaux solaires. Elle va tenter de remporter des marchés face aux Chinois et Anglo-Saxons «pour pousser la marque France».

Anastasia Colosimo vibre d'une fibre patriotique qu'on croyait disparue au sein de ce cher et vieux pays désabusé et grognon. Quand il s'est agi de rejoindre l'Elysée, elle a immédiatement accepté. Elle l'a vécu comme une ardente obligation à laquelle elle ne pouvait pas se soustraire. Elle, qui a une jeune sœur qui a fait Saint-Cyr, affirme : «C'est un honneur de servir son pays.» Et d'ajouter : «J'irais au front s'il le fallait. Il faut être prête à mourir pour des gens, comme pour l'Ukraine par exemple. J'ai passé beaucoup de temps avec les vétérans américains. Il est incroyable de penser qu'ils étaient prêts au sacrifice ultime pour venir nous libérer.»

Pour tenter de comprendre la singularité d'Anastasia Colosimo, il faut retenir un nom : Alexandre Soljenitsyne. Le rescapé du goulag était l'un de ses grands-oncles par alliance. Dans sa famille, les totalitarismes sont honnis, qu'ils soient soviétiques ou nationalistes, les dissidents accueillis et les samizdat ronéotypés. Le grand-père était un cinéaste juif, la grand-mère descendait des cosaques. Sa mère qui a étudié les sciences politiques a dû immigrer aux Etats-Unis en 1972. Elle y a rencontré son père, Jean-François Colosimo. Lui est issu d'ouvriers calabrais. Il a étudié la philosophie et a fini de devenir moine orthodoxe, avant de se préférer éditeur et théologien apprécié des chaînes info.

Anastasia Colosimo a beau faire l'éloge du blasphème et se défier des obscurantismes, elle n'a pas rompu avec la foi de son père, même si elle l'accorde à sa manière. Elle s'est saisie de l'orthodoxie «comme d'une mystique». Elle y voit même «une forme d'anarchisme» ce qui nous laisse aussi dubitatif que quand elle essaie de nous convaincre de la beauté et de la nécessité de la transcendance. Face aux évolutions sociétales qui irritent les croyants de toutes obédiences, elle se déclare «pour la liberté». Elle soutient le mariage gay, l'avortement ou le droit à mourir dans la dignité. Même si on la sent moins allante sur cette question et si elle rappelle qu'«être vieux ne veut pas dire que vous n'êtes plus viable».

Tandis qu'elle discute en russe avec la photographe, on détaille sa bibliothèque. Elle apprécie la poésie de Rimbaud et celle d'Anna Akhmatova, les chansons de Léo Ferré et la musique de Bach, Beethoven ou Mozart. Son classicisme est tout aussi flagrant côté peinture. Elle célèbre l'art du clair-obscur du Caravage. Mais l'Italien tempétueux triomphera aussi dans la représentation de têtes coupées, celles de Goliath, d'Holopherne ou de Méduse. Et cette dualité est comme une métaphore des tiraillements des démocraties qui peinent à faire la part des choses entre l'ombre et la lumière tandis que revient les défier la sanglante violence du monde. ➤

Par **LUC LE VAILLANT**
Photo **IRINA SHKODA**